

Le libertaire

Rédaction : PIERRE MUADES
Administration : PIERRE ODEON
72, rue des Prairies, Paris (20^e)
(Chèque postal : Odeon 950-32 Paris)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

On tue en Chine !
On tuera demain en Albanie ou en Yougo-Slavie !

Si le prolétariat laisse faire les gouvernements fascistes et autres, les nations dites civilisées s'enlèveront dans un avenir très rapproché.

CONTRE LA GUERRE, CONTRE TOUTES LES GUERRES, PRÉPAREZ NOTRE MOBILISATION GÉNÉRALE.

La Chambre des mises en accusation se fera-t-elle la complice de la police ?

M. BARTHOU A DONC MENTI

Répondant — voilà plus de trois mois, du haut de la tribune de la Chambre des députés — à une question du parlementaire Urry, M. Barthou — ministre de la Justice — affirma que l'extradition d'Ascaso, de Durutti et de Jover avait été nettement refusée à l'Espagne. Nous n'avons point une excessive confiance dans les paroles et les promesses gouvernementales, mais nous fûmes quand même douloureusement surpris — hier matin — lorsque nous entendîmes le président de la Chambre des mises en accusation relater à la charge d'Ascaso et de Durutti, une demande d'extradition formulée par Primo de Rivera et les interroger à ce propos.

Nous apercevons bien la ficelle de cette tactique : ainsi la cour de justice aurait l'air de se donner le « beau » rôle en refusant à l'Espagne dictatoriale ce qu'elle s'empresse d'accorder à l'Argentine républicaine.

La ruse est éventée, Barthou devra donner des ordres à sa chancellerie afin que soit retirée du débat la demande de l'Espagne devenue caduque de par ses déclarations de Ministre et ses promesses.

La séance de mardi à la Chambre des mises en accusation a été, pour ainsi dire, de pure forme ; d'abord parce que les accusés ne subirent qu'un interrogatoire d'identité, ensuite parce que deux des avocats, n'ayant pu être là, avaient demandé une remise de l'affaire à quinzaine.

Nous gardons, toutefois, de cette courte séance l'impression que le président de ce tribunal — tout au moins — a le vif désir d'aider la police argentine dans l'accomplissement de sa triste besogne.

Le laissera-t-on faire jusqu'au bout ?

LES POLICES PRISES EN FLAGRANT DÉLIT

Si nous avions encore besoin d'une preuve de la faiblesse du dossier argentin, nous la trouverions dans les procédés policiers. Un complot vient d'être par eux imaginé dans l'intention de perdre, dans l'opinion publique, Ascaso, Durutti, Jover.

Ces trois camarades tentant de s'évader la veille de leur procès n'étaient-ce point l'aveu — signé par eux — de leur culpabilité ?

Nous avons pu parer à ce mauvais coup et voici ce que le Comité de Défense du Droit d'Asile a fait publier dans la presse :

La presse française annonçait vendredi dernier, sous la foi d'une information, que la police avait découvert un complot préparé par des amis d'Ascaso, de Durutti et de Jover, en vue d'une évasion des trois prisonniers.

Nous sommes en mesure d'affirmer, après une enquête sérieuse, qu'aucun ami des trois libertaires espagnols n'a été, de près ou de loin, mêlé à ce prétendu complot, qui paraît bien avoir été forgé pour influencer défavorablement la Chambre des mises en accusation, à la veille de la comparution devant elle d'Ascaso, de Durutti et de Jover.

En effet, ces trois hommes sont appelés à comparaître mardi devant cette juridiction, où ils seront défendus par M^{rs} Henri Berthou, Henry Torrès et Henry Guernut.

Nous dénonçons donc, à l'opinion publique, cette grossière manœuvre et nous protestons contre ce bas procédé utilisé, en dernière heure, dans le but de diabler à la Chambre des mises en accusation une décision que le dossier à « charge » du Gouvernement argentin ne légitime point.

Le Comité de Défense du Droit d'Asile.

Ajoutons que nous surveillons attentivement les agissements de tous ceux qui s'acharnent à la perte de nos trois malheureux amis. Et que nous sommes décidés à obtenir leur liberté pour enfin mettre un terme à l'injustice cruelle dont depuis des mois ils sont les silencieuses victimes.

LA COMMUNE

18 Mars - 29 Mai 1871

On connaît peu, même en France, l'histoire de « la Commune ».

En principe, et surtout dans les bourgades rurales, la population n'a de « la Commune » qu'une vague impression d'insurrection, de pillage, d'incendie, de violence meurtrière. Dans les centres importants et dans les agglomérations ouvrières, où la propagande socialiste, syndicale et anarchiste a plus ou moins profondément pénétré, on parle de « la Commune » avec un certain respect et l'opinion publique, longtemps égarée par la presse conservatrice, est parvenue à une appréciation plus saine de ce grand fait historique.

A Paris, à l'exception des milieux qui, systématiquement et par un instinct de classe, condamnent et haïssent tout ce qui vient du peuple, de la démocratie ou des classes laborieuses, le souvenir de la Commune provoque les plus ardentes sympathies et, dans le monde socialiste et révolutionnaire, l'enthousiasme le plus vif.

Chaque année, dans la seconde quinzaine de mai, le souvenir de « la Semaine Sanglante » est commémoré et c'est par dizaines et dizaines de milliers, que les manifestants défilent devant le Mur contre lequel, adossés, brûlant leurs dernières cartouches, tombèrent héroïquement les derniers combattants de « la Commune ».

L'existence de la Commune fut extrêmement brève : elle naquit le 18 mars 1871 et mourut le 29 mai de la même année ; elle n'a donc vécu qu'un peu plus de deux mois. Ce ne fut pas, à l'origine, un mouvement révolutionnaire. Le peuple de Paris venait de subir un siège long et douloureux. Toutes les privations, tous les deuils, toutes les angoisses, toutes les souffrances que peut connaître une population enfermée, durant plusieurs mois, dans un cercle de fer et de feu, lui avaient été imposés par un gouvernement militaire dont l'impérialisme avait été si manifeste que, à diverses reprises, les assiégés avaient eu l'impression qu'ils étaient trahis.

Profondément patriotes, les habitants de Paris avaient été extrêmement mortifiés de la débâcle de l'armée française au cours de la guerre de 1870-71, qui n'avait été qu'une série de défaites à plate couture ; de plus, les mêmes individus : généraux, diplomates, membres du Gouvernement, qui avaient solennellement juré de mourir plutôt que de se rendre, venaient de signer une paix que les

patriotes estimaient honteuse ; enfin, il était visible que le Gouvernement à la tête duquel était l'exécrable Thiers, ancien ministre de la monarchie de juillet, intriguait pour restaurer l'Empire, qui, le 4 septembre 1870, s'était écroulé sous le mépris public.

C'est dans ces conditions que Thiers, chef du pouvoir exécutif, résolut et donna l'ordre de désarmer ce Peuple de Paris qui paraissait déterminé à défendre la République et dont l'irritation n'était pas sans lui inspirer de vives inquiétudes.

L'ordre fut donné de reprendre à la Garde Nationale les quelques canons qu'elle avait encore sur la butte Montmartre. Cet ordre mit le feu aux poudres en portant à l'exaspération le mécontentement populaire. Le 18 mars, un combat s'engagea entre la Garde Nationale et les troupes régulières. Pris de peur, le Gouvernement quitta Paris et se réfugia à Versailles, emmenant avec lui les troupes régulières et se plaçant sous la protection de celles-ci. Aussitôt, le Comité central de la Garde Nationale proclama l'indépendance de la Commune de Paris et lança une proclamation invitant les autres villes de France à en faire autant.

Le 26 mars, le Gouvernement de la Commune fut élu et décida de soutenir contre le Gouvernement résidant à Versailles, une lutte sans merci.

De son côté, le Gouvernement de Versailles prit ses dispositions pour étouffer l'insurrection. Tout d'abord, il sollicita et obtint de l'état-major prussien l'autorisation de porter à cent mille hommes, puis à deux cent cinquante mille, ses effectifs militaires. Et, à partir du 2 avril, les hostilités commencèrent et se poursuivirent, entre Paris et Versailles, un hérosisme vraiment incomparable, les troupes parisiennes ne cessèrent d'être défaits et décimés.

Le 21 mai, l'armée de Versailles entra dans Paris, grâce à la trahison. Quartier par quartier, rue par rue, et, on peut le dire, mètre carré par mètre carré de terrain, les Fédérés résistèrent à l'envahissement. Mais écrasés par le nombre, l'outillage de guerre et les forces qui leur étaient opposés, ils furent vaincus, en dépit d'une vaillance extraordinaire et d'un combat grandiose.

Ce fut, de la part des vainqueurs, le point de départ de la répression la plus atroce, la plus implacable qu'ait enregistrée l'histoire. Les documents officiels accusent

trente-cinq mille personnes fusillées sommairement. Des enfants, des femmes, des vieillards, furent sauvagement maltraités, sans interrogatoire, sur un simple soupçon, une dénonciation, une parole, un geste, un regard, pour l'abominable satisfaction de faire couler le sang, d'exterminer une race de révoltés et de servir d'exemple. Ce fut une incroyable orgie de meurtre, dont on ne peut, sans frémir, lire le récit.

Telle est résumée dans ses grandes lignes, l'histoire de « la Commune ».

L'opinion la plus répandue et qu'ont tenté d'accréditer les historiens bourgeois du Mouvement Communiste de mars-mai 1871, c'est que cette Insurrection a succombé sous le poids de ses propres excès.

De toutes les appréciations auxquelles puisse donner lieu « la Commune », celle-ci est incontestablement la plus inadmissible.

Non ! Bien loin que ce soit de ses excès, c'est, au contraire, de ses timidités, de sa modération, de son manque de résolution, de fermeté et d'audace que « la Commune » est morte.

Le Gouvernement de « la Commune » n'aurait été un gouvernement comme tous les autres : légal, régulier, respectant lui-même et forçant le peuple à respecter les institutions établies. Il fit de la générosité, de l'humanitarisme, de la probité. C'est ainsi qu'il fit porter à Versailles, c'est-à-dire chez l'ennemi, sous escorte imposante, l'argent de la Banque de France. C'est ainsi qu'il manifesta, en toutes circonstances, un respect inimaginable de la Propriété et de tous les privilèges capitalistes. Il se flattait de rassurer par cette attitude, le Gouvernement de Versailles et de l'amener de la sorte à composition.

Il est équitable de reconnaître que le Gouvernement de « la Commune » était composé des éléments les plus divers et que, exception faite d'une petite minorité, représentant le Blangisme et l'esprit de l'Internationale des Travailleurs, les membres de ce Gouvernement étaient imbus des principes d'Autrité et de Propriété et, au surplus, n'avaient aucun programme s'inspirant d'une idée maîtresse, d'une Doctrine directrice.

Pour tout dire, les chefs de « la Commune » : tous d'un patriotisme ardent, la plupart foncièrement républicains et quelques-uns seulement socialistes, n'eurent pas conscience de ce qu'ils auraient dû faire pour tenir tête à la racaille gouvernementale qui, de Versailles, commandait à la France entière, après avoir eu soin d'isoler Paris.

D'une part, les insurgés du 18 mars perdirent un temps précieux au jeu périlleux d'élections régulières, alors qu'ils auraient dû organiser, sans perdre un jour, la vie économique de la Capitale dont la population était déjà épuisée par les rigueurs d'un siège prolongé.

D'autre part, ils auraient dû mettre la main sur le trésor enferrmé dans les caves et les coffres de la Banque de France, confisquer les biens mobiliers et immobiliers des rentiers, propriétaires, industriels, commerçants et autres parasites et cette confiscation eût été d'autant plus facile, que la plupart de ces parasites, cédant à une frousse intense, avaient fui précipitamment Paris tombé au pouvoir des insurgés.

Ils auraient dû, enfin, répondre coup pour coup aux attaques des Versaillais, tenter l'impossible pour briser le cercle infernal dans lequel Thiers s'efforçait de les emprisonner, prendre et appliquer des mesures propres à semer la panique dans les rangs de la réaction versaillaise et à faire naître l'enthousiasme et la confiance dans la conscience des déserteurs.

Malgré ses erreurs et ses fautes, « la Commune » a laissé dans l'histoire révolutionnaire de l'humanité une page immense, pleine de promesses et d'enseignements.

Diverses décisions et plusieurs tentatives sont remarquables et à retenir tant en raison

de la pensée qui les a inspirées que des indications qu'on en peut tirer.

Je citerai deux de ces tentatives, empreintes d'un caractère révolutionnaire.

La première est du 20 mars 1871 : c'est l'acte par lequel Paris s'affirme commune libre et convie les autres villes de France à se constituer, elles aussi, en communes indépendantes. Il faut voir là un premier jalon de la Révolution future : l'abolition de l'Etat centralisateur et omnipotent, la Commune devenant la base de l'organisation fédéraliste se substituant au centralisme d'Etat.

La seconde est du 16 avril. C'est un décret dont voici le texte : « Considérant « qu'une grande quantité d'ateliers ont été « abandonnés par ceux qui les dirigeaient, « afin d'échapper aux obligations civiques, « sans tenir compte des intérêts des travail- « leurs, et que, par suite de ce lâche aban- « don, de nombreux travaux essentiels à la « vie communale se trouvent interrompus, « l'existence des travailleurs compromise « la Commune » décrète que les Chambres « syndicales ouvrières dresseront une statis- « tique des ateliers abandonnés, ainsi qu'un « inventaire des instruments de travail qu'ils « renferment, afin de connaître les condi- « tions pratiques de la prompte mise en ex- « ploitation de ces ateliers par l'association « coopérative des travailleurs qui y sont em- « ployés. »

On a fait du chemin depuis, le 16 avril 1871 et il est permis de taxer ce décret d'excessive timidité et modération. Il est évident que de nos jours, une insurrection victorieuse, disons mieux : la Révolution sociale n'aurait pas la naïve faiblesse de procéder par voie de décret. Elle prendra possession brutalement et sans formalité des instruments de travail, des matières premières et de tous les moyens de production dont auront été dépossédés les détenteurs capitalistes ou ceux-ci auront eu « la lâcheté » d'abandonner.

N'empêche que, dans ce décret — si modéré, si timide qu'on le trouve et qu'il soit — il y a la proclamation du droit — et je dirai même du devoir — qu'ont les producteurs de s'emparer sans autre forme de procès, de la terre, de l'usine, du chantier, de la manufacture, de la gare, du bureau, du magasin, en un mot de tout ce qui représente, à un titre quelconque, la vie économique dont ils sont les animateurs, les facteurs et les auxiliaires indispensables et souverains.

Organisation politique ayant comme base le noyau communal et comme méthode le fédéralisme.

Organisation économique reposant tout entière sur la production assurée et administrée par les travailleurs eux-mêmes, ayant mis la main sur tous les moyens de production, de transport et de répartition.

« La Commune », il est vrai, n'a pas réalisé ces deux points fondamentaux de toute transformation sociale véritable ; mais elle a donné l'indication précieuse, essentielle et elle a, de cette façon, été une ébauche de ce que doit être, de ce que sera la Révolution sociale de demain.

Je ne veux pas terminer cet exposé trop court sans rendre hommage à la vaillance héroïque avec laquelle, jusqu'à la dernière minute, se sont battus les défenseurs de « la Commune ». Même à l'heure où tout espoir de victoire était perdu, même à la tragique minute où ils savaient qu'il ne leur restait plus qu'à succomber, ils ont fait le sacrifice de leur vie, sans hésitation et le front haut, en regrettant la mort de « la Commune » plus que la leur.

Si les révolutionnaires et anarchistes se jettent, le jour de la Révolution, au cœur de la lutte, avec la même ardeur, avec la même farouche résolution, avec la même inébranlable détermination de vaincre ou de mourir, il n'est pas douteux que rien ne leur résistera.

SEBASTIEN FAURE.

L'action de la province pour sauver Sacco et Vanzetti

Voilà sept années qu'ils sont emprisonnés, six années — que par une sentence inique — ils sont placés devant la mort. Il faut en finir, en finir vite.

On doit les assassiner une bonne fois, ou nous les rendre. C'est pour exiger cela que le Comité International de Défense Anarchiste organise dans les grandes villes de France d'imposantes manifestations.

NOUS SERONS A :

BORDEAUX

SALLE DE L'ALHAMBRA 20, RUE D'ALZON
VENDREDI 25 MARS

Prendront la parole :
MARQUET,
Maire de Bordeaux.

FERNAND CORCOS,
du Comité Central de la Ligue
des Droits de l'Homme.

GEORGES PIOCH
Homme de lettres

Il faut soutenir Le Libertaire

L'appel en faveur du « Libertaire », continue à rapporter ses fruits. De nouveaux groupes, de nouveaux camarades amis et sympathisants souscrivent pour faire vivre leur journal. Nous demandons à tous d'activer leur action pour accomplir leur geste de solidarité. La semaine prochaine nous publierons la liste de souscription du mois de mars. Donc, à la lecture de ces lignes, que personne ne néglige de faire parvenir au « Libertaire » son obole, si modeste fut-elle.

LECTEURS DE PARIS ET DE LA BANLIEUE... C'est la semaine prochaine, que nous aurons en main, le relevé de la vente à Paris et Banlieue. Vous saurez donc, si chacun de vous a acheté deux exemplaires du « Libertaire » par semaine.

Pour la diffusion de notre journal, n'oubliez pas de persister à en acheter deux exemplaires, un pour vous et un pour une personne susceptible de devenir lecteur ou lectrice assidue.

Au fil des jours...

Il y a des gens qui ne lisent dans leur journal que la partie qui les intéresse plus particulièrement. Les uns se passionnent pour les faits divers, pour les drames « passionnels », surtout. Les autres aiment les cambrilages intéressants d'avant-garde les spécialistes auxquels ça peut, parfois, donner une idée. Je parle, bien entendu, des journaux à grand tirage, ceux qui empoisonnent quotidiennement la masse des braves bourgeois qui dégustent cela dans le métro dès le matin. Je suis persuadé que les comptes rendus des « travaux » parlementaires ne sont suivis que par un très petit nombre de lecteurs. Quant aux grandes enquêtes, aux articles leaders, nous ne parlons pas. Ils sont les trois quarts du temps parfaitement ignorés de l'opinion, bien que ce soient ces campagnes, ces interviews tendancieuses qui font tomber dans l'escarcelle des directeurs de journaux le plus d'espèces sonnantes ou non.

Je commencerai par faire la reproche à ceux qui lisent quotidiennement l'un de ces grands cambrilages bourgeois de ne pas le lire attentivement de la première à la dernière ligne. Ce d'enseignements utiles, ils tirent de cette lecture. Et parfois, à quelles contradictions.

Prenez, par exemple, le journal le Journal du samedi 19 mars. En première page, première colonne, nous y trouvons la suite de l'enquête faite en Italie par M. Edouard Helsey. Ce monsieur a été rendre visite à Mussolini et il semble s'en montrer très fier. Je ne sais si le Duce lui a bourré le crâne ou les poches ou les deux en même temps, mais on peut lire sous cette plume « autorisée » : « Il n'est pas vrai que l'Italie se prépare à la guerre. Si quelque coup de théâtre balkanique ou autre l'y contraignait à l'improviste, elle serait fort embarrassée. Elle a entrepris chez elle une série de réformes politiques et sociales qui l'absorberont encore pendant de nombreuses années. Elle s'est donnée une tâche d'ordre économique, agricole et industriel qui requiert toutes ses disponibilités matérielles et morales. C'est très bien ! Voilà de la belle ouvrage ».

Malheureusement, si vous vous donnez la peine d'aller jusqu'à la 3^e page de ce même journal, vous trouvez une information de Rome, en date du 18 mars, disant : « Il n'est bruit en Italie comme en Yougoslavie que de préparatifs militaires. » Une autre dépêche datée de Scutari assure « qu'au cours de la dernière quinzaine, de nombreux transports de matériels, de guerre sont arrivés à Vallona, venant d'Italie, à destination d'Albanie ».

Quel crédit un lecteur intelligent peut-il accorder après cela aux élocutions de M. Helsey ?

Et les débats à la Chambre n'étaient-ils pas suffisants, bien que savamment adulcés, pour mettre en lumière les tripotillages et les crimes du colonialisme ?

Quelle bataille de squalité ! Tous ces vertueux personnages se lançant à la tête les millions ramassés dans le sang des rapines coloniales. Quel spectacle écœurant en même temps que du plus haut enseignement ! M. Cachin a pris la peine d'énumérer, à la tribune les sociétés qui se sont appropriées les terrains des malheureux indigènes et tirent de l'esclavage de pauvres cochinchinois les millions de « bénéfice net » qu'elles distribuent annuellement à leurs actionnaires.

Tous les parlementaires plus ou moins compromis dans les affaires coloniales se sont mis à hurler comme des lions sous la cravache. De tous ces hurlements et glapissements mêlés, qu'est-il sorti ? Rien.

Les proconsuls et autres sous-ordres peuvent continuer impunément à terroriser pour mieux les dévaliser, les parias d'Indochine et des autres colonies. Tout est pour le mieux dans la meilleure des républiques bourgeoises.

Faisons confiance à M. Poincaré qui a promis... et on sait ce que valent ses promesses !

Si vous lisez la presse bourgeoise, camarades, lisez-la bien et réfléchissez. Ce sera ma conclusion.

PIERRE MUADES.

EN 2^e PAGE : les articles de Damiani, Joseph Chapin, etc.

EN 3^e PAGE : Le compte rendu de la conférence S. Faure.

La guerre qui vient

Dans les premiers jours de février, sous le titre : « *Locarno et son esprit* », la feuille aux ordres du parti fasciste, sorte de Moniteur de l'empereur Mussolini publiait ceci : « De ce qu'il advient dans cette vieille Europe, surtout dans le pays des immortels principes, il est facile de déduire que l'esprit de Locarno est en train de s'évaporer à une vitesse impressionnante; d'ici peu, de tout ce qui a paru, à un certain moment, être un vigoureux élixir de paix, il ne restera que l'étiquette. La réalité de « après Locarno » est la suivante : La France se prépare à dépenser sept milliards pour l'armée, deux milliards pour la marine, dix milliards pour l'aviation. Le locarnisant Paul Boncour, le multimillionnaire socialiste déclare : « Nous armons la Nation afin qu'elle puisse vivre en paix, sans inquiétude. » Mais cela, c'est le vieux dicton : *Sivis pacem, para bellum*. Dans un but aisé à deviner, pendant que toutes les nations, même les plus petites s'armement fiévreusement, les feuilles de la démocratie internationale dressent des actes d'accusation contre le militarisme fasciste qui ne dépense même pas la 20^e partie de ce que les autres pays consacrent à leur défense militaire.

Ainsi, un organe soi-disant sérieux, Le Temps, reproduit les fantaisies idiotes du Référé. L'Italie fasciste revendique le droit de s'armer « modiquement pour pouvoir vivre en paix, sans inquiétude ! »

Loin de nous, la pensée de prendre la défense de l'esprit de Locarno et du député Paul Boncour, car nous ne pouvons croire au désir de paix des gouvernements bourgeois ou de tout gouvernement, parce qu'ils ont moins besoin d'une période de paix plus ou moins longue, afin de préparer de nouvelles guerres. En admettant la sincérité d'un tel désir, les mises en garde réciproques, les ambitions, les égoïsmes, les nécessités de la concurrence commerciale, l'expansionnisme colonial, économique et politique, rendent cette sincérité assez relative.

Nous ne voulons pas prendre la défense de Paul Boncour dont les millions sont là pour justifier son patriotisme comme nous sommes loin de croire qu'il lui soit possible de préparer la véritable paix sans la révolution sociale.

Au contraire, comme en 1914-15, nous croyons que pour combattre efficacement la folie militariste, il n'est pas nécessaire de faire la même folie. La guerre contre la guerre est une absurdité. Contre la guerre, il n'y a que la révolution portée en dehors des frontières et sans la préoccupation bolchevique. Mais, étant donné que nous ne pouvons pas prendre la défense de l'esprit de Locarno ni celle de Boncour, nous ne pouvons admettre non plus que le fascisme ironise sur l'esprit locarnien et sur le citoyen millionnaire, auteur de la nation armée, c'est-à-dire de la guerre en permanence.

Le vieil aphorisme romain « *si vis pacem, para bellum* » est une diversion, car les Romains ont toujours été disposés à faire la guerre pour élargir leur domination républicaine et impérialiste et surtout pour s'enrichir d'or, d'esclaves, de matériel, etc.

Rome vivait oisivement sur le dos de tous les pays dominés, et elle est morte d'indigestion. Si Rome faisait des concessions aux plus proches de ses vaincus, c'était toujours au détriment des vaincus plus éloignés qu'elle exploitait par ses consuls, gouverneurs et préfets, de sorte qu'elle s'enrichissait toujours pour mieux exploiter les peuples qu'elle dominait.

Cette illustration du : *si vis pacem para bellum*, nous la dédions au citoyen Boncour et même au rédacteur de la feuille d'ordres du Parti fasciste qui pourrait bien être Mussolini lui-même, ironiste imprudent et superficiel.

La feuille d'ordres du Parti fasciste dit que toutes les nations, même les plus petites, s'arment fiévreusement. C'est naturel, car chaque guerre prépare une autre guerre. Les démocraties ont, dans cette course aux armements, les plus graves responsabilités, ainsi que les gouvernements conservateurs et bolcheviques (aspirant à une Russie plus grande), mais le fascisme est au moins trois fois plus coupable.

La feuille d'ordres du Parti fasciste italien, ou mieux, de Mussolini, qualifie d'idiote la note du Référé sur l'activité et l'accroissement de la préparation guerrière de l'Italie depuis quelques années et affirme que l'Italie se prépare modiquement à la guerre pour vivre en paix. On peut donc en déduire que le fascisme s'arme parce qu'il y est obligé !

Il y a quelques mois, le fascisme concentrait, à la frontière franco-italienne, ses troupes, légions, chars d'assaut et cette concentration était organisée et disposée pour une invasion, en réponse à la provocation d'un soi-disant attentat contre le Duce organisé en France avec l'argent du fascisme lui-même.

Le coup de main sur l'Anatolie en vue de réaliser l'épopée napoléonienne annoncée se serait produit si l'Angleterre, maîtresse en marchandage, n'avait pas obtenu satisfaction de la Turquie.

Toutes les nations se préparent à la guerre, mais les démonstrations belliqueuses se font surtout en Italie. On a parlé d'aide à l'Angleterre en Chine, mais à la Galerie de Milan, il *habilla* ne réclamait pas Shanghai, mais Nice, Malte, etc.

La Suisse, dans le territoire de laquelle on travaille à la fabrication du matériel de guerre pour l'Italie, a, tout dernièrement, manifesté ses craintes à l'égard du fascisme.

La politique extérieure italienne tend à faire revivre la question balkanique et suit la politique allemande contre la France. Et le fascisme déclare qu'il veut vivre en paix !

Avec l'argent de l'Amérique du Nord, le fascisme a acheté une position stratégique en Albanie. Et il ironise sur l'esprit de Locarno !

Tout cela, c'est la guerre. Le fascisme fait tout ce qu'il peut pour déclencher des événements qui la rendraient inévitable, pour empêcher que tout problème puisse être résolu autrement que par elle.

L'empire romain, la plus grande Italie, la surpopulation sont des prétextes, car, pour le fascisme, la guerre est une ques-

tion de vie ou de mort. Dans la guerre seulement, il espère faire oublier sa folie criminelle. Victorieux, il fortifie sa puissance; vaincu, il laisse les autres dans une impasse.

La guerre est imminente et ce n'est pas douteux. Mais c'est le prolétariat qui, pourtant, en fera les frais, qui s'en préoccupe le moins.

On dit qu'il y a de fortes internationales syndicales et politiques, mais elles sont trop occupées par leurs rivalités, quand elles ne font pas le jeu des pays par lesquels elles sont influencées.

Quand l'action est urgente, les partis socialistes font de la rhétorique. Quand la guerre éclatera, ils diront comme en 1914-1915 : « Nous avons été surpris par les événements ! »

Et les anarchistes ? Leurs petites polémiques sont plus intéressantes ! La guerre vient, le fascisme la réclame tout de suite. Que cette menace nous fasse nous ressaisir et que nous soyons prêts à agir en temps utile.

G. DAMIANI.

Les dillettantes à l'assaut de la "plate-forme"

Quel pavé ! mes amis, quel pavé ! Il y a longtemps que snobs et dillettantes n'avaient rien à se mettre « sous la dent ». Voilà de la « pâtée ». Allez-y, messieurs !

Tout le monde s'en mêle. Jusqu'au « directeur » du bureau international du sexualisme révolutionnaire (section de la camaraderie amoureuse) qui dépose son petit « cacà » — comme dirait le camarade Mالدent — d'autres encore, des antisocialistes-coopérateurs (?) puis des « mômes » pas encore sevrés, mais qui veulent faire figure de « chef d'école », font dans leurs « petits canards » de nombreux articles sur ce sujet.

« L'étalon impuissant » qui préside aux destinées de « l'en-dedans » se fâche, menace même ! « N'ayez pas peur, camarades, il n'est pas terrible. » Croyant « assommer » les anarchistes-communistes, il raconte qu'il a la colonie d'Aiglemont on réglait les litiges à coups de revolver. Et après ? Qu'est-ce que ça prouve ? Je me permets de rappeler à l'amoureux platonicien qu'il y a dix-sept ans, là-haut, sur la butte, rue du Chevalier-de-la-Barre, de purs individualistes se disputèrent également à coups de revolver le journal laissé par Libertad après sa mort. Résultat : il y eut un tué et les travaux forcés pour d'autres. Cela n'a pas empêché le « passionné » en question de devenir, trois ans plus tard, « directeur » du même organe.

Maintenant, laissons les « rigolos » tranquilles et passons aux choses sérieuses.

Réellement, la plate-forme aura servi à quelque chose, ne serait-ce que pour « forcer » à s'affirmer ceux qui sont toujours « entre deux eaux » ; ceux qui ne se prononcent jamais ; en un mot ceux qui cherchent d'abord à savoir d'où vient le vent avant de prendre une position nette.

C'est mon camarade Mالدent qui ouvre le feu.

Un titre « flamboyant » : Bolchevisation de l'anarchie ! Il n'a pas changé, le « bougre » ; style aussi clair, aussi précis qu'il y a quinze ans. Dame ! on est intellectuel ou on ne l'est pas.

C'est pour cela, probablement, que, du haut de sa « tour d'ivoire », il « charrie » maladroitement et méchamment les « saintes écritures ». Pauvres camarades Russes, il y a moins de belles phrases certainement dans votre plate-forme, mais, au moins, vous proposez quelque chose, « vous n'êtes pas dans les nues ». Mon camarade Mالدent était comme vous il y a une quinzaine d'années. C'était aussi un « terre à terre ». Son « style » n'a pas changé. Mais sa conception pratique de l'organisation anarchiste alors ! quel volte-face ! A cette époque déjà lointaine, le Libertaire ne lui suffisait pas et, avec quelques « ouvriéristes », neolois, il créa un autre organe, le *Réveil Anarchiste Ouvrier*. Ce journal fit du bon travail par la propagande d'action révolutionnaire qu'il propageait dans les milieux ouvriers. Et les militants communistes-anarchistes — partisans de l'organisation à outrance — qui y collaboraient, payèrent largement de leurs personnes pour leurs activités personnelles.

J'allais oublier de dire que l'on y mangeait également beaucoup d'individualisme. Il paraît qu'il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas. Or, comme mon ami Mالدent n'en est pas un, il a changé.

Mais qu'apporte-t-il à la place ? Car la critique, c'est très joli, mais cela ne suffit pas. Je sais que les anarchistes sont des « démolisseurs », mais je pense également que l'anarchisme doit avoir son côté pratique, c'est-à-dire la partie constructive. Mais ça, c'est une autre histoire, et Mالدent s'en « balance » totalement.

En relisant son article contre la plate-forme, j'y trouve des arguments « enfantins » et des énormités comme celle-ci : « En d'autres termes, pour ceux-là les plateformistes », ce qui importe, c'est de lever une armée dont les cadres sont déjà tout préparés. » Mais bien sûr, mon vieux Mالدent, d'ailleurs voici la composition de l'état-major : Sébastien Faure sera naturellement généralissime, Lecoq dirigera les grandes « manœuvres ». Et toi, tu seras chargé des 75. Ça te va ? Ah ! non, vraiment ! il faudra chercher d'autres arguments. Il écrit encore : « Les anarchistes de ce pays possèdent déjà leur organisation » et que « si des efforts doivent être faits pour la perfectionner, ce doit être dans le sens d'une plus grande souplesse. » Tu veux tirer la goupille électrique, de la « souplesse » qui permettra à de nouveaux « acrobates » de pénétrer dans notre mouvement ? Ah non ! il y en a déjà eu assez comme ça. Davantage de « souplesse » ? Ce sont des beaux jours en perspective pour les danseurs de corde.

Pour ma part, anarchiste-communiste, je suis pour une organisation homogène. C'est-à-dire que je ne veux me grouper au

point de vue anarchiste qu'avec ceux qui sont entièrement d'accord avec moi au point de vue de la doctrine. Et je ne pense pas que l'on puisse me taxer d'autoritarisme pour cela.

Je suis entièrement libre de choisir mes « associés ». Mieux, je dirai même que, pour la besogne gigantesque que les anarchistes mènent contre le vieux monde et ses préjugés, je dis qu'il y a nécessité d'être en accord complet et sur la doctrine et sur les méthodes d'action.

De cette façon, on ne verra plus trois orateurs se réclamant de l'anarchie, traitant le même sujet et disant le contraire les uns des autres. Alors peut-être que les travailleurs, voyant que nous savons où nous allons, s'intéresseront davantage à nos idées.

Bernard André et l'ami Odéon ont également polémique sur la Plate-forme. Ils se sont « bombardés » à coups de « révolution française ». (J'espère qu'ils ne veulent pas la prendre comme exemple pour la prochaine.) Ils se sont « balancés » des Dumouriez et des Kellerman à la figure pour justifier ou non la nécessité de l'armée noire ». Eh bien ! mes amis, ne vous en faites pas, la révolution faite, la nécessité de la défendre nous mettra bien tous d'accord. Mais je vous préviens que ce n'est pas à « coup de philosophie » que nous la sauverons. Il faudra que les fusils s'en mêlent.

Mais comment appellerez-vous ces « bandes » de travailleurs luttant les armes à la main pour empêcher le retour du passé ? Armée noire ? groupe insurrectionnel ? etc. Pour ma part, cela m'est égal, ce qui m'intéresse c'est le but.

Il y a parmi nous quelques « techniciens » qui pourraient certainement nous donner des « conseils » utiles et même, à l'occasion, « diriger » certains « travaux » sans pour cela ressembler à des généraux modernes. En attendant, à nous anarchistes-communistes de nous mettre d'accord sur un programme social clair et précis pour que disparaisse définitivement de notre organisation la confusion actuelle.

Pierre LE MEILLOR.

Pro domo mea

Je lis dans l'article : *La discussion nécessaire et ses conséquences*, signé : Maxime Ranko, le passage que voici (*Le Libertaire*, n° 102) :

« Les exagérations (de la « Plate-forme » du groupe russe) proviennent souvent de la mauvaise adaptation du texte russe en français. C'est plutôt la faute des traducteurs, que de la « Plate-forme » russe. »

Je ne veux pas refuser de reconnaître à ce genre d'argumentation certains avantages : il est amusant, il est facile et, en même temps, il est foudroyant : il désarme les adversaires. En effet, désormais, lorsque tel ou tel autre camarade aura découvert dans la « Plate-forme » quelque chose d'indigeste, il n'aura plus qu'à se dire : « Bah ! c'est la faute des traducteurs ! Laissons-les de côté, et adoptons la plate-forme en toute confiance ». C'est tout à fait gentil, n'est-ce pas ?

Hélas ! à part ces avantages, le procédé en question présente aussi quelques inconvénients.

D'abord, voici que, désormais, tout camarade prêt à formuler quelques objections, hésitera de le faire se disant : « A quoi bon m'y engager, puisqu'il ne s'y agit, peut-être, que d'une mauvaise traduction ? » La discussion en sera considérablement enravée.

Mais c'est surtout un autre inconvénient qui me préoccupe ici. C'est que « les traducteurs » peuvent bien ne pas « se laisser faire ». Et c'est précisément ce qui se produit cette fois.

Plusieurs camarades (dont, certainement, Maxime Ranko) savent, ou peuvent apprendre, que ce ne furent nullement « des traducteurs », mais un traducteur qui traduisit la Plate-forme, et que ce traducteur, ce fut moi. Ils savent aussi (ou peuvent apprendre) que je possède suffisamment bien le russe et le français pour pouvoir traduire bien, avec toute l'exactitude possible, sans « exagérations ». Tous ces camarades doivent donc se dire : « Tiens ! Voline, qui est un bon traducteur, mais qui, comme on le sait, n'est pas d'accord avec la Plate-forme, en a donc sciemment défiguré le texte ! »

Ici, l'argument avantageux de Ranko sent un peu l'insinuation, et c'est pourquoi je ne peux pas le laisser sans réplique.

Eh bien ! Je suis, en effet, en plein désaccord avec la Plate-forme. (D'ailleurs, une réponse de quelques camarades russes à cette dernière est en train d'être rédigée et paraîtra sous peu en français.) Mais je prétends, moi, que la traduction de la Plate-forme est absolument exacte, qu'il n'y a pas de « mauvaise adaptation du texte russe en français » et que les « exagérations », etc., sont dues à la Plate-forme elle-même.

Alors ?

Alors, afin de trancher le différend et fixer les camarades, je propose à Maxime Ranko de s'entendre avec moi pour faire, d'un commun accord, le choix d'un camarade sachant suffisamment bien les deux langues, pour pouvoir, en notre présence, faire une certaine « expertise » de la traduction et formuler sa conclusion.

J'accorde à Maxime Ranko le délai de huit jours, pour qu'il se mette d'accord avec moi à ce sujet. Si, ce délai passé, Ranko ne me répond pas, je considérerai son silence comme un aveu et me réserverai le droit de le traiter en conséquence.

VOLINE.

UNION ANARCHISTE COMMUNISTE

Œuvre Internationale des Editions anarchistes

Le Vendredi 25 Mars à 20 h.30

A BREST, au Nouveau Théâtre Municipal Conférence publique et contradictoire

Sébastien Faure

Sujet traité :

« Si je mourais demain »

Tous les amis, tous les lecteurs du Libertaire, tous les sympathisants de la région Brestoise, assisteront à la conférence de notre vieil ami.

Notes. — Pour éviter l'encombrement aux portes, celles-ci ouvriront à 19 h. 30.

Du couvent platonicien à la caserne marxiste

Dans une précédente étude écrite en réponse à un article paru dans le *Quotidien* et consacrée au parasitisme social, j'ai cru devoir définir le but de la science économique.

Partant de l'absolue nécessité pour l'homme de procéder à la satisfaction de ses besoins, constatant ensuite l'existence de difficultés innombrables qui s'opposent à l'obtention des biens, je suis parvenu, de déduction en déduction, à formuler la loi du moindre effort.

« Réaliser un maximum de jouissance en consentant un minimum de peine », tel est le principe sur lequel on doit se baser, le point de départ que l'on doit adopter, pour établir la science économique.

En émettant cette affirmation qui ressort du bon sens, je crois d'ailleurs être d'accord avec Jevons, Bohm-Bawerk, Walras, Pareto, et autres hédonistes, psychologues ou mathématiciens.

Toute vérité évidente ou démontrée a ses corollaires. Le principe hédoniste n'échappe point à cette règle. Une constatation découle immédiatement de son admission dans le monde des axiomes : l'homme a de tout temps fait de l'économie, sinon il n'eût pu vivre et se développer.

Qu'au début les actes économiques aient été plus ou moins instinctifs, nul n'y contredira ! Toutefois l'évolution aidant, la différenciation s'accroissant entre la nature humaine et la nature animale, l'économie s'organisa à fait place assez rapidement à l'économie raisonnée, calculée, méthodique.

Aussi n'avons-nous pas lieu d'être surpris de trouver, dès l'Antiquité, des écrits — émanant principalement des philosophes grecs de l'école de Socrate — sur les questions économiques. A vrai dire, il ne s'agit encore que de simples vues fragmentaires résultant de l'observation de certains faits isolés, détachés, pris en eux-mêmes. Chacun sait, en effet, que la constitution d'une science économique englobant l'étude de tous les problèmes de cette nature est chose relativement récente. La véritable chronologie date seulement de la seconde moitié du XVIII^e siècle.

Est-ce à dire néanmoins qu'il faille rejeter comme sans valeur tous les écrits traitant d'économie antérieurs à Quesnay et à Adam Smith ? Je ne le pense pas.

Les observations d'un Xénophon, d'un Platon, d'un Aristote, pour ne citer que les principaux, ne sont pas tellement périmées. L'intérêt qui se manifeste à la lecture de leurs œuvres n'est pas seulement d'ordre rétrospectif : il revêt aussi un caractère positif et d'actualité.

On me permettra d'ailleurs, je l'espère, de justifier cette appréciation en « encombrant » les colonnes du *Libertaire* d'une prochaine étude des idées de ces précurseurs.

Le but que je me propose aujourd'hui est à la fois plus restreint et moins didactique. Je désire tout simplement examiner les théories du célèbre philosophe Platon, en dégager la substance, puis les confronter avec celles émises par l'auteur du *Capital*. D'intéressantes conclusions ne manqueront pas de résulter de cet édifiant parallèle entre deux formes d'organisation économique construites l'une par le cerveau d'un sage de l'Antiquité, l'autre par la pensée d'un matérialiste contemporain, cette dernière semblant d'ailleurs en voie de passer dans le domaine des réalisations.

Est-il utile de présenter ici le fameux disciple de Socrate ? Je ne le pense pas. Tous nos amis ont ou prononcé, peu ou prou, le nom de Platon. Nul n'ignore l'existence de ses dialogues s'il n'en connaît la teneur ! Aussi bien n'ai-je point l'intention de faire une analyse détaillée de « la République » et des *Lois*. Je me bornerai uniquement à un rapide examen des théories et du système économiques défendus dans ces œuvres.

Platon, notons-le tout d'abord, s'est très bien rendu compte de l'importance qu'il s'attache au calcul de l'effort humain, objet de la Chrematistique. La réflexion suivante, déjà citée au cours d'un précédent exposé, est typique à cet égard : « Ce qui donne naissance à la société n'est-ce pas l'impuissance où chaque homme se trouve de se suffire à lui-même et le besoin qu'il éprouve de beaucoup de choses ? »

Les préoccupations économiques évidentes de Platon font qu'il a contribué, plus que tout autre écrivain de l'Antiquité, à fonder la science des « richesses ». N'est-ce pas lui, notamment, qui a formulé le premier la « loi de la division du travail » avec toutes ses conséquences ? Dans le livre II de la République, nous lisons, en effet :

« On réussit mieux dans un travail qu'on a choisi conformément à ses aptitudes ; on fait mieux, en plus grande quantité et avec moins de peine ce qu'on fait constamment ; on perd moins de temps quand on est tout entier consacré à une seule tâche. »

Je n'insiste point. Ces quelques remarques nous peignent un Platon inquiet du problème de l'acquisition et de l'utilisation des biens. Il convient de noter à présent un point particulièrement délicat, je veux dire la contradiction qui se manifeste entre le Platon économiste et le Platon moraliste.

Après avoir constaté l'importance et la nécessité de l'économie, ce philosophe grec semble, en effet, en condamner les manifestations pratiques. Pour lui la question sociale est avant tout une question morale. Or, l'idéal platonicien étant fait d'ascétisme, le problème économique qui résoud une « question de ventre » devient secondaire, voire importun.

L'état supérieur, d'après Platon, réside dans la contemplation intérieure, non dans la satisfaction des besoins. Travaillons à nous contenter de peu. Dieu qui est éternel et infiniment parfait n'a pas de besoins ; l'âme immortelle, non plus ; seul, le corps, élément périssable, en est affecté. Efforçons-nous de ressembler à la divinité. Cette peu souriante philosophie conduisit

Platon à interdire à la cité tout développement économique intense. Sa crainte de l'abondance des biens l'amena à préconiser l'institution d'un gouvernement de théologiens chargé d'organiser la production et la répartition des biens. L'Etat platonicien serait le grand régulateur de la vie économique collective, fixerait les prix, s'approprierait les héritages. C'est là, on le voit, le socialisme le plus radical, le communisme le plus absolu, l'instauration d'une société de moines-ascètes parqués, étiqués, numérotés.

C'est le couvent platonicien !

Je crois avoir fidèlement interprété les textes en dénonçant dans Platon l'ancêtre de l'Utopie communiste autoritaire. Il me reste à confronter cette thèse vieille de plusieurs siècles avec la théorie du collectivisme marxiste d'inspiration relativement récente.

Il semble tout d'abord qu'une grave divergence de vues dresse Marx contre Platon, divergence qui apparaît dans la conception qu'ils se font du rôle de l'économie elle-même. Le fondateur du socialisme « scientifique » restitue au problème de l'efficacité de l'effort toute son importance. Les questions de « ventre » sont par lui placées au premier plan. Délivré du préjugé religieux, imbu de la doctrine matérialiste, Karl Marx assigne comme but à la vie humaine la satisfaction intégrale des besoins physiques et psychiques.

Cela étant, comment admettre le ralliement de l'ami d'Engels au système désuet de son contradicteur utopiste, le « sage » Platon ? Car, il faut le constater, le collectivisme n'est autre qu'un « replâtrage » du communisme platonicien ; ce vieux système a été amplifié, remanié, rebaptisé, adapté aux nécessités des sociétés modernes. En économie comme en chimie, rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme.

La conception marxiste de la société rationnelle dérive de la prétendue « loi de la concentration capitaliste ». L'auteur du *Capital*, qui s'attribue généreusement cette « découverte », aboutit par raisonnement à la diminution nécessaire et progressive du nombre des détenteurs de capitaux. Un jour viendra (?) où ceux-ci seront « trustés » en un petit groupe de sociétés anonymes. Il suffira, alors d'opérer un transfert de propriété au profit de l'Etat pour réaliser la transformation du régime capitaliste en une société collectiviste.

Voilà, exposés *grasso modo*, les grandes lignes de la théorie marxiste. Frère jumeau du couvent platonicien, l'Etat s'avère garant économique de la société ! Quelle prétention et quelle sottise ! Ainsi conçue, la cité socialiste nous apparaît comme un milieu hiérarchisé, une vaste bureaucratie, un étouffoir sans liberté, une triste machine à produire susceptible de nous faire regretter le brigandage capitaliste.

Hélas ! L'Etat vit encore...

Insensible à notre argument, le prolétariat marche délibérément vers l'expérience marxiste. Grand bien lui fasse !

En attendant le triomphe de leurs thèses sur le terrain économique, les parlementaires socialistes viennent de nous doter d'une institution préliminaire : la nation-armée. Le travailleur est transformé d'erechef en soldat mécanique, serviteur de la machine d'Etat. Le stage qu'il va accomplir dans sa nouvelle et haute situation lui permettra d'envisager avec plaisir sa future incorporation dans l'armée des producteurs obligatoires et numérotés.

Si nous débordons le cadre étroit des frontières de France, nous voyons l'Europe coalisée dans une société de nations demain pourvue d'une armée permanente internationale. La machine se construit pour l'instauration prochaine du socialisme autoritaire. L'occasion fera le larron. Patience !

Patience ? A moins que...

Ah ! si nous voulions, mes camarades, et nous savions dresser le bloc cohérent des anarchistes communistes, des syndicalistes révolutionnaires, des libres-penseurs, intégraux, nous pourrions, peut-être, envisager la Triomphe, et reléguer au magasin des accessoires, parmi les débris du capitalisme assassiné, le plan de la Caserne marxiste, fille naturelle du Couvent platonicien !

JOSEPH CHAPIN.

LA POLICE REPUBLICAINE OPERE

Dimanche dernier, une soixantaine de compagnons anarchistes-communistes, de toutes nationalités, s'étaient réunis au cinéma des Roses, à Bourg-la-Reine, pour discuter de la plate-forme. L'objet de la réunion, on le constate, était d'un grand danger pour la sécurité publique.

A 9 heures du matin, la séance fut ouverte et tous étaient heureux de se trouver rassemblés. Les débats forts intéressants, captivaient l'attention de tous les délégués et se déroulaient dans le calme, quand vers 4 heures de l'après-midi, une quarantaine d'argousins venus de Paris, encerclèrent la salle de réunion. Les uns après les autres, nos amis étrangers furent emmenés dans l'automobile de la préfecture. Signaux en passant, l'attitude provocante d'un chef des sbires qui, énervé par la présence d'un Français aux interrogatoires, était d'une politesse « de poisse ». Sur le soir, nos amis arrêtés étaient tous relâchés. Conclusion : « La police a une fois de plus sauvé le régime !... »

JEAN MARESTAN

L'Éducation sexuelle

REVUE ET CORRIGÉE

Un livre d'éducation et d'hygiène sexuelle que tous les militants doivent posséder.

10 francs ; franco rec. 11 fr. 25.

EN PROVINCE

BORDEAUX

La Sociale. — Il fut un temps où la ville de Bordeaux possédait un maire réactionnaire, se crut, dans l'obligation, de le remplacer, afin de lui offrir un certain mieux-être.

C'est ainsi, que le très mondain Philpippart avec sa non moins mondaine suite, fut déporté d'une façon toute aristocratique, au profit des très sympathiques et ouvrières Marquet et autres gauchistes.

Hélas ! ou pour mieux dire, tant mieux, la municipalité bordelaise actuelle possède une parfaite éducation, et a le mérite de savoir le montrer.

Vous n'auriez tout de même pas voulu, quoi, que son désir soit grand, de salarier ses administrés ; quelle fosse injure à sa précédente, par une tenue tant soit peu démocratique. Ceci d'ailleurs, aurait été de la dernière des inconvenances, et tenir une chose pareille, c'est bien mal connaître nos arrivistes représentants.

Aussi est-ce avec un ensemble touchant que nos fameux cartellistes embôntèrent le pas aux parloirs réactionnaires, tant au point de vue administratif qu'au point de vue répressif. Les frais de transport augmentèrent, ainsi que le prix du gaz et de l'électricité, pendant que l'éclairage public (électrique) fut à peu près abandonné.

Pour la venue de cet autre illustre fumiste, Léon Jouhaux, Messieurs les flics se crurent dans l'obligation de copier sur des ouvriers qui chantaient l'Internationale.

Mais alors cette Internationale n'est donc plus l'hymne sacré des confédérés et des S. F. I. O.

Ne croyez pas qu'ils se contentent de persécuter des adversaires de tendances, ils vont jusqu'à brutaliser les chômeurs.

Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à aller au bureau de l'Office municipal de placement ou après avoir subi vexations de toutes sortes, on parle de vous envoyer (je vous bien croire que c'est par simple esprit humanitaire) en prison, si l'on insiste pour réclamer son droit à la vie.

N'allez surtout pas croire, que le vieux proverbe : il vaut mieux s'adresser à Dieu, qu'à ses apôtres soit en vigueur dans cette municipalité de frères parjures.

Voyez plutôt : A la fin de décembre 1928, un chômeur père de deux enfants, alla à la mairie pour demander du travail. Il s'adressa directement à sa majesté : Adrien.

Ce dernier après lui avoir dit qu'il était à lui dans un instant, s'empressa avec sa complicité coutumière de dépêcher deux sergents d'humains armés, qui avec une révolte brutale jetèrent notre camarade hors de la mairie.

Comme on peut le voir, les officiers municipaux bordelais excellent dans l'art de diriger le bon peuple, et sont dignes de figurer parmi les chefs de la future Nation armée.

Honte à cette Municipalité de flics, et pitié pour ceux qui la supportent sans rien dire.

Jean Roux.

HENDAYE

LA LUTTE EST ENGAGÉE

Grâce à un petit noyau de militants, les esclaves de la Maison Langlois viennent de se réveiller.

Dans ce chantier, cela marchait comme au bon vieux temps : une kyrielle de chefs, sous-chefs, aides-chefs s'érigeaient en maîtres féodaux ; la majorité de travailleurs, composée d'Espagnols et Portugais, subissait le joug des tyrans, sans rien dire.

Une réunion de chantier fut organisée, par d'autres suivirent, tous les camarades d'entre Pyrénées furent touchés et s'affirmèrent nettement. Un cahier de revendications fut présenté et envoyé au cabot du patron à Paris. En attendant la réponse du seigneur, la sous-production fut décriée.

En attendant, quelques réformes, peut-être insignifiantes, mais tout de même réconfortantes au point de vue moral, furent acquises :

1° La paie se fait maintenant pendant l'heure de travail ;

2° Le patron a promis qu'il n'y aurait plus de perte de temps en cas d'intempéries.

Les gars du chantier (à l'exception d'un groupe d'abonnés de la boîte) aspirent à un mieux-être, ils feront respecter la journée de 8 heures, réviser les salaires, exigeront une indemnité de déplacement pour les gars venant de Paris et un salaire uniforme pour tous nos frères espagnols et portugais.

L'unité d'action est en marche et c'est le syndicalisme qui vengera.

Un groupe de copains.

HENDAYE A L'INTERDIT

Un conflit ayant éclaté au chantier des Galeries Lafayette, à Hendaye, personne ne doit se diriger vers cette ville.

NIMES

DANS LE « GLOS » DU TRAVAILLEUR DU LANGUEDOC

Nous avons lu souvent dans « Le Petit Bavarde » beaucoup d'inepties et de petites saletés sur les anars. MM. les communistes feraient mieux de s'occuper d'eux-mêmes et nous allons le prouver par des faits précis :

1° Un secrétaire du Syndicat unitaire de l'Habillage, ayant oublié ses doigts dans la caisse du Syndicat et n'ayant pas rendu ce qu'il y avait « emprunté », est blâmé, mais non exclu. Ce membre du parti des masses ayant reçu d'un patron de Nîmes une somme assez rondelette oubliée de la remettre à qui de droit. Le parti bolcheviste, s'érigeant en défenseur de la propriété, exclut de son sein l'exploitateur. Aux lecteurs d'en tirer les conclusions.

2° A Marseille, le trésorier du Secours Rouge départemental, aimant la dame de pique, part pour un pays inconnu tenter la fortune. Parti sans adresse.

Allons, les bonnes poires ! ouvrez donc les yeux. Nous vous parlerons, une autre fois, du Club des Biberonnistes du boulevard Serrant-Triaire.

Les Fureteurs.

SAINT-ETIENNE

Groupe Anarchiste Communiste. — Aux travailleurs et travailleuses de Saint-Etienne et de la région. — Camarades, comme suite à notre

appel, nous avons le plaisir de soumettre à vos yeux les statuts coordonnant les efforts de chacun vers le but de l'Idéal anarchiste : « Etablir le communisme à base fédérative par le perfectionnement de l'être humain ».

Si nous avons réussi à nous intéresser à notre cause, n'hésitez pas à nous envoyer votre adhésion au siège, heureux de pouvoir vous donner tous les renseignements complémentaires que vous jugerez nécessaires à votre éducation sociale.

Voici les statuts du groupe :

Statuts adoptés par l'Assemblée générale constitutive du 31 décembre 1928

Dénomination
Article premier. — Il est fondé à Saint-Etienne, un groupement d'éducation morale et d'action sociale sous la dénomination de : « Groupe Anarchiste-Communiste de Saint-Etienne ». Il est adhérent à l'Union Anarchiste-Communiste de langue française, dont le siège est à Paris.

Devise sociale

Article 2. — « Maximum de bien-être et de liberté ».

But

Article 3. — Instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Action

Article 4. — 1° Combattre les institutions d'autocraties absolues, gardiennes des privilèges inhumains et les multiples associations politiques, économiques ou financières dont le but est de maintenir et renforcer le système d'exploitation et d'esclavage de l'homme par l'homme.

2° Favoriser les organismes issus directement du peuple : coopératives, syndicats, etc., etc., à qui appartient le rôle d'assurer le fonctionnement normal de la vie sociale à base libertaire, c'est-à-dire fédérative.

3° Apporter tous ses efforts par la propagande anarchiste pour réaliser le maximum de perfection individuelle pour tous ses membres et pour tous les êtres humains en général quel que soit leur sexe.

4° Observer quotidiennement les événements mondiaux ou nationaux, les étudier (dans ce qu'ils ont de mauvais) pour ne pas en être les victimes et agir toujours dans le sens d'un avenir meilleur.

Adhésions

Article 5. — Peuvent faire partie du groupe tous les hommes, dames et toutes gens de deux sexes. Ces derniers sous forme de section de pupilles.

Article 6. — Les membres adhérents au groupe s'engagent librement :

1° A payer une cotisation de 2 francs par mois. Ils ont la faculté de verser davantage s'ils le jugent nécessaire et selon leurs possibilités ; les pupilles pourront verser une cotisation moindre selon que leur situation sociale dans la vie est plus ou moins aisée.

2° D'être les irréductibles ennemis de toutes les dictatures : celles d'hier, d'aujourd'hui ou de demain, qu'elles découlent d'un principe religieux, scientifique, politique ou économique.

3° D'être partisan d'une organisation sociale dont tout le mécanisme reposera sur l'association libre des producteurs et des consommateurs en vue de la satisfaction de tous leurs besoins : économiques, intellectuels, affectifs, scientifiques, artistiques, etc., etc.

4° De s'affirmer communistes-libertaires par le seul fait qu'ils reconnaissent partout et en tout lieu que la seule forme de Société qui peut assurer à tous et à chacun leur part égale de bien-être (notamment aux enfants, aux vieillards, aux malades, aux moins doués) est le communisme libertaire.

5° D'être individualistes en ce sens que mettant tout en commun, ils donnent à chacun les possibilités matérielles de développer dans tous les sens et à leur gré leur individualité.

6° D'être solidaires les uns des autres dans l'action commune par l'entraide mutuelle ou toutes autres manières qu'ils jugeront utiles à toutes fins de permettre à chacun d'agir selon ses possibilités.

Administration

Article 7. — Le groupe est administré par : un secrétaire, un secrétaire adjoint, un trésorier, un trésorier adjoint et trois administrateurs, dont un archiviste. Une Commission de contrôle de trois membres est nommée une fois par an. Le Conseil a plein pouvoir.

Article 8. — Les jours de réunion sont les jeudis soirs à 20 h. 30 précises (autant que faire se peut) au siège. D'autres jours peuvent être désignés extraordinairement, selon les besoins adéquats aux événements qui peuvent surgir et intéresser le groupement et ailleurs qu'au siège.

Article 9. — Un Président de séance sera désigné pour coordonner la discussion.

Décisions

Article 10. — Les décisions sont prises d'un commun accord après discussions courtoises et dédaignées. Tous les membres sont invités à donner leur point de vue personnel. Rien ne doit rester ignoré sur les questions inscrites à l'ordre du jour ou déposées sous la forme de questions diverses.

Démissions, Radiations

Article 11. — Les membres qui ne désirent plus faire partie du groupe sont entièrement libres. Ils ne sont pas tenus d'indiquer les motifs de leur démission.

Article 12. — Les membres qui jugeraient devoir œuvrer contrairement à l'Idéal anarchiste sont invités à se retirer du groupe. Toutefois, dans le cas où un ou plusieurs membres agiraient hypocritement, les membres adhérents se réservent d'appliquer les sanctions utiles à la bonne marche du groupement (qui est la recherche intégrale d'appliquer l'Idéal anarchiste dans le monde) par l'exclusion, suspension, etc., etc.

Pour faciliter les camarades travailleurs en vue de leur adhésion probable nous donnons ci-dessous la composition du Conseil d'administration du groupe pour l'année 1929 :

Dubouchet, Pierre, mineur.

Eyraud Régis, métallurgiste, secrétaire adjoint.

Garnier André, teinturier, trésorier adjoint.

Moré Marcel, chaudronnier, archiviste.

Poinard Francis, polisseur, secrétaire.

Salis Antoine, organisateur artistique.

Soulier Eugène, typographe, trésorier.

Ce n'est plus par des discours, des promesses que nous avons consacré les décisions du Congrès d'Orléans, mais par un commencement d'actes. A l'œuvre commune chacun dans sa sphère et par l'harmonie dans la diversité des idées, apogée de l'Idéal anarchiste.

P. Poinard et E. Soulier.

« Si je mourais demain !... »

Au Havre, malgré la crise de chômage qui sévit d'une façon terrible, nous avons eu un magnifique succès.

De nombreux, très nombreux camarades ont répondu à notre appel.

L'organisation de la conférence fut exécutée à tous les points de vue. Nos amis ont bien fait les choses.

Le terrain au Havre est propice, d'ailleurs, et d'agréables surprises nous sont réservées : Lachèvre, Burgat, tous les camarades nous les préparèrent.

Le conférencier libertaire fut écouté avec une attention soutenue.

Un bolcheviste vint apporter la contradiction, toujours la même, à laquelle Sébastien Faure répondit avec précision et force de détails.

Ensuite, notre bolcheviste ex-anar, qui n'a pu, dit-il, assimiler le « lait anarchiste » à son jeune sang libertaire — souhaitons-lui, en passant, qu'il tette avec plus de profit le biberon moscovite — voulut faire des observations à Sébastien en ce qui concerne son livre intitulé : « Mon Communisme ».

Quelle drôle d'idée !

Il fut pris, magistralement mis, en flagrant délit d'ignorance la plus complète. Il ne fut pas plus heureux lorsqu'il voulut parler de la Grande Révolution française.

Cet « as » bolcheviste ne fut pas bien brillant et, décidément, nous n'avons pas de chance jusqu'à ce jour... Enfin, ne désespérons pas, peut-être finirons-nous bien par trouver un communiste autoritaire un peu plus à la hauteur.

A la réunion du groupe, nous avons dissipé quelques malentendus. Après un échange d'idées fait dans une parfaite cordialité, chacun va se mettre à l'œuvre et la propagande s'en ressentira bientôt.

Et maintenant, à Brest.

P. L.

Retenez ces dates, camarades : ITINÉRAIRE. — Limoges, le vendredi 1^{er} avril ; Bordeaux, le lundi 4 avril ; Tours, le jeudi 7 avril ; Orléans, le samedi 9 avril ; Lyon, le jeudi 21 avril ; Saint-Etienne, le samedi 23 avril ; Romans, le mercredi 27 avril ; Marseille, le samedi 30 avril ; La Ciotat, le lundi 2 mai ; Narbonne, le mercredi 4 mai ; Alès, le samedi 7 mai ; Béziers, le mardi 10 mai ; Perpignan, le jeudi 12 mai ; Toulouse, le samedi 14 mai ; Clermont-Ferrand, le mardi 17 mai. Ensuite, Lille et Lens.

Retenez ces dates, camarades :

ITINÉRAIRE. — Limoges, le vendredi 1^{er} avril ; Bordeaux, le lundi 4 avril ; Tours, le jeudi 7 avril ; Orléans, le samedi 9 avril ; Lyon, le jeudi 21 avril ; Saint-Etienne, le samedi 23 avril ; Romans, le mercredi 27 avril ; Marseille, le samedi 30 avril ; La Ciotat, le lundi 2 mai ; Narbonne, le mercredi 4 mai ; Alès, le samedi 7 mai ; Béziers, le mardi 10 mai ; Perpignan, le jeudi 12 mai ; Toulouse, le samedi 14 mai ; Clermont-Ferrand, le mardi 17 mai. Ensuite, Lille et Lens.

Retenez ces dates, camarades :

ITINÉRAIRE. — Limoges, le vendredi 1^{er} avril ; Bordeaux, le lundi 4 avril ; Tours, le jeudi 7 avril ; Orléans, le samedi 9 avril ; Lyon, le jeudi 21 avril ; Saint-Etienne, le samedi 23 avril ; Romans, le mercredi 27 avril ; Marseille, le samedi 30 avril ; La Ciotat, le lundi 2 mai ; Narbonne, le mercredi 4 mai ; Alès, le samedi 7 mai ; Béziers, le mardi 10 mai ; Perpignan, le jeudi 12 mai ; Toulouse, le samedi 14 mai ; Clermont-Ferrand, le mardi 17 mai. Ensuite, Lille et Lens.

Retenez ces dates, camarades :

ITINÉRAIRE. — Limoges, le vendredi 1^{er} avril ; Bordeaux, le lundi 4 avril ; Tours, le jeudi 7 avril ; Orléans, le samedi 9 avril ; Lyon, le jeudi 21 avril ; Saint-Etienne, le samedi 23 avril ; Romans, le mercredi 27 avril ; Marseille, le samedi 30 avril ; La Ciotat, le lundi 2 mai ; Narbonne, le mercredi 4 mai ; Alès, le samedi 7 mai ; Béziers, le mardi 10 mai ; Perpignan, le jeudi 12 mai ; Toulouse, le samedi 14 mai ; Clermont-Ferrand, le mardi 17 mai. Ensuite, Lille et Lens.

Retenez ces dates, camarades :

ITINÉRAIRE. — Limoges, le vendredi 1^{er} avril ; Bordeaux, le lundi 4 avril ; Tours, le jeudi 7 avril ; Orléans, le samedi 9 avril ; Lyon, le jeudi 21 avril ; Saint-Etienne, le samedi 23 avril ; Romans, le mercredi 27 avril ; Marseille, le samedi 30 avril ; La Ciotat, le lundi 2 mai ; Narbonne, le mercredi 4 mai ; Alès, le samedi 7 mai ; Béziers, le mardi 10 mai ; Perpignan, le jeudi 12 mai ; Toulouse, le samedi 14 mai ; Clermont-Ferrand, le mardi 17 mai. Ensuite, Lille et Lens.

Retenez ces dates, camarades :

ITINÉRAIRE. — Limoges, le vendredi 1^{er} avril ; Bordeaux, le lundi 4 avril ; Tours, le jeudi 7 avril ; Orléans, le samedi 9 avril ; Lyon, le jeudi 21 avril ; Saint-Etienne, le samedi 23 avril ; Romans, le mercredi 27 avril ; Marseille, le samedi 30 avril ; La Ciotat, le lundi 2 mai ; Narbonne, le mercredi 4 mai ; Alès, le samedi 7 mai ; Béziers, le mardi 10 mai ; Perpignan, le jeudi 12 mai ; Toulouse, le samedi 14 mai ; Clermont-Ferrand, le mardi 17 mai. Ensuite, Lille et Lens.

Retenez ces dates, camarades :

ITINÉRAIRE. — Limoges, le vendredi 1^{er} avril ; Bordeaux, le lundi 4 avril ; Tours, le jeudi 7 avril ; Orléans, le samedi 9 avril ; Lyon, le jeudi 21 avril ; Saint-Etienne, le samedi 23 avril ; Romans, le mercredi 27 avril ; Marseille, le samedi 30 avril ; La Ciotat, le lundi 2 mai ; Narbonne, le mercredi 4 mai ; Alès, le samedi 7 mai ; Béziers, le mardi 10 mai ; Perpignan, le jeudi 12 mai ; Toulouse, le samedi 14 mai ; Clermont-Ferrand, le mardi 17 mai. Ensuite, Lille et Lens.

Retenez ces dates, camarades :

ITINÉRAIRE. — Limoges, le vendredi 1^{er} avril ; Bordeaux, le lundi 4 avril ; Tours, le jeudi 7 avril ; Orléans, le samedi 9 avril ; Lyon, le jeudi 21 avril ; Saint-Etienne, le samedi 23 avril ; Romans, le mercredi 27 avril ; Marseille, le samedi 30 avril ; La Ciotat, le lundi 2 mai ; Narbonne, le mercredi 4 mai ; Alès, le samedi 7 mai ; Béziers, le mardi 10 mai ; Perpignan, le jeudi 12 mai ; Toulouse, le samedi 14 mai ; Clermont-Ferrand, le mardi 17 mai. Ensuite, Lille et Lens.

Retenez ces dates, camarades :

ITINÉRAIRE. — Limoges, le vendredi 1^{er} avril ; Bordeaux, le lundi 4 avril ; Tours, le jeudi 7 avril ; Orléans, le samedi 9 avril ; Lyon, le jeudi 21 avril ; Saint-Etienne, le samedi 23 avril ; Romans, le mercredi 27 avril ; Marseille, le samedi 30 avril ; La Ciotat, le lundi 2 mai ; Narbonne, le mercredi 4 mai ; Alès, le samedi 7 mai ; Béziers, le mardi 10 mai ; Perpignan, le jeudi 12 mai ; Toulouse, le samedi 14 mai ; Clermont-Ferrand, le mardi 17 mai. Ensuite, Lille et Lens.

Retenez ces dates, camarades :

ITINÉRAIRE. — Limoges, le vendredi 1^{er} avril ; Bordeaux, le lundi 4 avril ; Tours, le jeudi 7 avril ; Orléans, le samedi 9 avril ; Lyon, le jeudi 21 avril ; Saint-Etienne, le samedi 23 avril ; Romans, le mercredi 27 avril ; Marseille, le samedi 30 avril ; La Ciotat, le lundi 2 mai ; Narbonne, le mercredi 4 mai ; Alès, le samedi 7 mai ; Béziers, le mardi 10 mai ; Perpignan, le jeudi 12 mai ; Toulouse, le samedi 14 mai ; Clermont-Ferrand, le mardi 17 mai. Ensuite, Lille et Lens.

Retenez ces dates, camarades :

ITINÉRAIRE. — Limoges, le vendredi 1^{er} avril ; Bordeaux, le lundi 4 avril ; Tours, le jeudi 7 avril ; Orléans, le samedi 9 avril ; Lyon, le jeudi 21 avril ; Saint-Etienne, le samedi 23 avril ; Romans, le mercredi 27 avril ; Marseille, le samedi 30 avril ; La Ciotat, le lundi 2 mai ; Narbonne, le mercredi 4 mai ; Alès, le samedi 7 mai ; Béziers, le mardi 10 mai ; Perpignan, le jeudi 12 mai ; Toulouse, le samedi 14 mai ; Clermont-Ferrand, le mardi 17 mai. Ensuite, Lille et Lens.

Retenez ces dates, camarades :

ITINÉRAIRE. — Limoges, le vendredi 1^{er} avril ; Bordeaux, le lundi 4 avril ; Tours, le jeudi 7 avril ; Orléans, le samedi 9 avril ; Lyon, le jeudi 21 avril ; Saint-Etienne, le samedi 23 avril ; Romans, le mercredi 27 avril ; Marseille, le samedi 30 avril ; La Ciotat, le lundi 2 mai ; Narbonne, le mercredi 4 mai ; Alès, le samedi 7 mai ; Béziers, le mardi 10 mai ; Perpignan, le jeudi 12 mai ; Toulouse, le samedi 14 mai ; Clermont-Ferrand, le mardi 17 mai. Ensuite, Lille et Lens.

Retenez ces dates, camarades :

ITINÉRAIRE. — Limoges, le vendredi 1^{er} avril ; Bordeaux, le lundi 4 avril ; Tours, le jeudi 7 avril ; Orléans, le samedi 9 avril ; Lyon, le jeudi 21 avril ; Saint-Etienne, le samedi 23 avril ; Romans, le mercredi 27 avril ; Marseille, le samedi 30 avril ; La Ciotat, le lundi 2 mai ; Narbonne, le mercredi 4 mai ; Alès, le samedi 7 mai ; Béziers, le mardi 10 mai ; Perpignan, le jeudi 12 mai ; Toulouse, le samedi 14 mai ; Clermont-Ferrand, le mardi 17 mai. Ensuite, Lille et Lens.

Retenez ces dates, camarades :

ITINÉRAIRE. — Limoges, le vendredi 1^{er} avril ; Bordeaux, le lundi 4 avril ; Tours, le jeudi 7 avril ; Orléans, le samedi 9 avril ; Lyon, le jeudi 21 avril ; Saint-Etienne, le samedi 23 avril ; Romans, le mercredi 27 avril ; Marseille, le samedi 30 avril ; La Ciotat, le lundi 2 mai ; Narbonne, le mercredi 4 mai ; Alès, le samedi 7 mai ; Béziers, le mardi 10 mai ; Perpignan, le jeudi 12 mai ; Toulouse, le samedi 14 mai ; Clermont-Ferrand, le mardi 17 mai. Ensuite, Lille et Lens.

Retenez ces dates, camarades :

ITINÉRAIRE. — Limoges, le vendredi 1^{er} avril ; Bordeaux, le lundi 4 avril ; Tours, le jeudi 7 avril ; Orléans, le samedi 9 avril ; Lyon, le jeudi 21 avril ; Saint-Etienne, le samedi 23 avril ; Romans, le mercredi 27 avril ; Marseille, le samedi 30 avril ; La Ciotat, le lundi 2 mai ; Narbonne, le mercredi 4 mai ; Alès, le samedi 7 mai ; Béziers, le mardi 10 mai ; Perpignan, le jeudi 12 mai ; Toulouse, le samedi 14 mai ; Clermont-Ferrand, le mardi 17 mai. Ensuite, Lille et Lens.

Retenez ces dates, camarades :

ITINÉRAIRE. — Limoges, le vendredi 1^{er} avril ; Bordeaux, le lundi 4 avril ; Tours, le jeudi 7 avril ; Orléans, le samedi 9 avril ; Lyon, le jeudi 21 avril ; Saint-Etienne, le samedi 23 avril ; Romans, le mercredi 27 avril ; Marseille, le samedi 30 avril ; La Ciotat, le lundi 2 mai ; Narbonne, le mercredi 4 mai ; Alès, le samedi 7 mai ; Béziers, le mardi 10 mai ; Perpignan, le jeudi 12 mai ; Toulouse, le samedi 14 mai ; Clermont-Ferrand, le mardi 17 mai. Ensuite, Lille et Lens.

Retenez ces dates, camarades :

ITINÉRAIRE. — Limoges, le vendredi 1^{er} avril ; Bordeaux, le lundi 4 avril ; Tours, le jeudi 7 avril ; Orléans, le samedi 9 avril ; Lyon, le jeudi 21 avril ; Saint-Etienne, le samedi 23 avril ; Romans, le mercredi 27 avril ; Marseille, le samedi 30 avril ; La Ciotat, le lundi 2 mai ; Narbonne, le mercredi 4 mai ; Alès, le samedi 7 mai ; Béziers, le mardi 10 mai ; Perpignan, le jeudi 12 mai ; Toulouse, le samedi 14 mai ; Clermont-Ferrand, le mardi 17 mai. Ensuite, Lille et Lens.

Retenez ces dates, camarades :

ITINÉRAIRE. — Limoges, le vendredi 1^{er} avril ; Bordeaux, le lundi 4 avril ; Tours, le jeudi 7 avril ; Orléans, le samedi 9 avril ; Lyon, le jeudi 21 avril ; Saint-Etienne, le samedi 23 avril ; Romans, le mercredi 27 avril ; Marseille, le samedi 30 avril ; La Ciotat, le lundi 2 mai ; Narbonne, le mercredi 4 mai ; Alès, le samedi 7 mai ; Béziers, le mardi 10 mai ; Perpignan, le jeudi 12 mai ; Toulouse, le samedi 14 mai ; Clermont-Ferrand, le mardi 17 mai. Ensuite, Lille et Lens.

Retenez ces dates, camarades :

ITINÉRAIRE. — Limoges, le vendredi 1^{er} avril ; Bordeaux, le lundi 4 avril ; Tours, le jeudi 7 avril ; Orléans, le samedi 9 avril ; Lyon, le jeudi 21 avril ; Saint-Etienne, le samedi 23 avril ; Romans, le mercredi 27 avril ; Marseille, le samedi 30 avril ; La Ciotat, le lundi 2 mai ; Narbonne, le mercredi 4 mai ; Alès, le samedi 7 mai ; Béziers, le mardi 10 mai ; Perpignan, le jeudi 12 mai ; Toulouse, le samedi 14 mai ; Clermont-Ferrand, le mardi 17 mai. Ensuite, Lille et Lens.

Retenez ces dates, camarades :

ITINÉRAIRE. — Limoges, le vendredi 1^{er} avril ; Bordeaux, le lundi 4 avril ; Tours, le jeudi 7 avril ; Orléans, le samedi 9 avril ; Lyon, le jeudi 21 avril ; Saint-Etienne, le samedi 23 avril ; Romans, le mercredi 27 avril ; Marseille, le samedi 30 avril ; La Ciotat, le lundi 2 mai ; Narbonne, le mercredi 4 mai ; Alès, le samedi 7 mai ; Béziers, le mardi 10 mai ; Perpignan, le jeudi 12 mai ; Toulouse, le samedi 14 mai ; Clermont-Ferrand, le mardi 17 mai. Ensuite, Lille et Lens.

Retenez ces dates, camarades :

ITINÉRAIRE. — Limoges, le vendredi 1^{er} avril ; Bordeaux, le lundi 4 avril ; Tours, le jeudi 7 avril ; Orléans, le samedi 9 avril ; Lyon, le jeudi 21 avril ; Saint-Etienne, le samedi 23 avril ; Romans, le mercredi 27 avril ; Marseille, le samedi 30 avril ; La Ciotat, le lundi 2 mai ; Narbonne, le mercredi 4 mai ; Alès, le samedi 7 mai ; Béziers, le mardi 10 mai ; Perpignan, le jeudi 12 mai ; Toulouse, le samedi 14 mai ; Clermont-Ferrand, le mardi 17 mai. Ensuite, Lille et Lens.

sante s'est-elle élevée dans cette caverne de brigands, pour clamer le droit à l'objection de conscience ?

Non, pas une voix dans le lugubre concert n'a retenti, durant des heures, pendant des jours pas une voix ne s'est élevée parmi ces bêtes puantes et grimaçantes, pour maudire la guerre, et lancer, formidable, l'appel au peuple à la révolte !

Hélas ! nous en sommes loin. La triste réalité est là ! Hommes, femmes, enfants, tout le bétail humain, quoi, sera soumis à l'ignoble loi. Pour la gueusaille, il restera deux perspectives : ou se courber lâchement sous la poigne des criminels... ou les armes à la main, et pour la bonne cause cette fois, se ruer sur les criminels et leurs complices et les éliminer.

Nous sommes avertis que les faiseurs de lois, ceux qui préparent la nouvelle dernière guerre, auront bien soin de mettre à l'abri leur vilaine peau. Que diable ! la guerre s'alimente avec la canaille ! Ces messieurs du Parlement, avec un hérosisme qui nul jusqu'ici n'eût soupçonné, ont déclaré qu'ils se devaient de donner l'exemple du sacrifice, et qu'ils resteraient à leur poste de... combat !

Ainsi, plus ça change et plus c'est la même chose. Les auteurs des guerres, les responsables, ne les font jamais, ils y envoient les autres, et ces autres c'est tous les esclaves, c'est le peuple.

Les journaux jubilent hypocritement. Fini le sentimentalisme. Désormais, ni civils

LA VIE DE L'UNION

POUR COLOMER

Nous publierons la semaine prochaine la somme totale que nous avons reçue. Les camarades qui ont des listes sont priés de les faire entrer au plus vite.

AUX ABONNÉS DU JOURNAL

De nombreux abonnements sont arrivés à expiration. Les camarades recevront un chèque postal qu'ils n'oublieront pas de retourner pour le renouvellement.

POUR LES CONFÉRENCES SEBASTIEN FAURE

L'U. A. C. a décidé de faire parvenir aux groupes le reste des manifestes du Congrès d'Orléans. Il leur est demandé de bien organiser la distribution et de faire un effort, si possible, pour couvrir les frais d'impression et d'expédition.

Comité d'initiative de l'U. A. C. — Lundi à 20 heures 30 précises, réunion. Ordre du jour très important.

AUX DEPOSITAIRES

C'est bientôt la fin du mois. N'oubliez pas que vous aurez à régler les numéros 100, 101, 102 et 103 avant le 5 avril.

PARIS-BANLIEUE

Jeunesse anarchiste-communiste. — Réunion mardi 29, à 20 h. 30, 85, rue Madoiselle. Présence de tous indispensable, importantes décisions à prendre.

Groupe des 5, 6, 13, 14. — Mardi à 20 heures 30, 163, boulevard de l'Hôpital.

10, 19 et 20. — Le groupe se réunira mercredi à 20 heures 30, 9, rue Louis Blanc. Nous espérons que tous auront à cœur de venir.

P. S. : les camarades des 17 et 18 peuvent venir pour rendre le groupe plus fort.

15. — Demain vendredi, à 20 h. 30, rue Madoiselle, 85, causerie sur « l'évolution, révolution et idéal anarchique », de Reclus (suite).

Cordiale invitation tous.

Les camarades, qui détiennent des livres du groupe depuis très longtemps, sont priés de nous les rapporter.

Groupe Régional Nord-Est Parisien. — Assemblée générale dimanche 27 mars, à 10 heures du matin, salle « Bal des Deux-Communes », à Bondy, 118, avenue de Rosny.

Dans l'intérêt de la bonne marche du Groupe Régional, que tous les camarades le composant soient présents.

Les lecteurs du « Libéraire », habitant la contrée, y sont invités.

Asnières. — Réunion jeudi 24, 11, rue Jean-Jaures. Question très urgente à traiter. Causerie par le camarade Ribeyron.

Livry-Gargan. — Le groupe, ayant décidé d'entreprendre une série de causeries éducatives et contradictoires, la première aura lieu au 9, de la rue de Meaux, le samedi 2 avril, à 9 heures, et sera faite par Roger sur : « Quelques dures de la démocratie ».

Clichy-sous-Bois. — Le 26 mars, à 20 h. 30, « Au père Emile », aux 7-11, grande conférence publique et contradictoire. Orateur : Laurent. Sujet traité : La Société libérale.

Romainville. — Réunion du Groupe, le jeudi 24 mars, salle de la Coopé.

Que tous les copains soient présents. Questions intéressantes à discuter.

Boulogne-Billancourt. — Réunion du groupe vendredi 23, à 20 h. 30, salle de l'Intersyndical, 55, boulevard Jean-Jaures. Compte rendu du G. I.

Groupe régional de Bezons. — Dimanche 27 mars, à 9 heures précises du matin, salle de l'ancienne mairie, à Bezons. Assemblée générale du groupe, tous les camarades sont priés d'être présents. Ordre du jour important.

Le Groupe régional.

Ivry. — Samedi, réunion salle Forest, 50, rue de Seine, Ivry.

Causerie : « Les Anarchistes doivent-ils s'organiser ? »

Appel à tous les camarades de la région.

TRIBUNE FEDERALE DU BATIMENT

LES CONSEILLERS MUNICIPAUX DE LA SEINE

DILAPIDEURS DE FONDS PUBLICS ET LA CRISE DES HABITATIONS

BON MARCHÉ A PARIS

Nous lisons dans le « Journal » du 18 mars 1927, en première page : « 74.200 demandes pour 7.000 logements dont la création est prévue d'ici le 31 décembre 1927 ».

Il n'y a pas bien longtemps nous lisions dans le « Journal » du 5 février 1927 :

« Un fonctionnaire de la Préfecture de la Seine et un entrepreneur pris la main dans le sac ».

Tout le monde vit sur le bord du travail des habitations à bon marché, et le peuple se pose encore la question : Pourquoi les habitations à bon marché reviennent-elles si cher ?

La Fédération du Bâtiment déclare qu'il ne peut y avoir de maisons à bon marché bien construites dans les règles de l'art, tant que ces profiteurs, ces spéculateurs, ces exploités, etc., seront à l'œuvre des adjudications, que la politique des pots de vin ne sera pas abolie.

Comment les supprimer ?

Nous allons indiquer un moyen, mais à l'avance nous savons qu'il ne sera pas retenu par les Pouvoirs publics qui ont tant d'intérêt, que l'on désigne sous le nom de « courtiers politiques », à faire manger pour les luttes électorales prochaines.

Voici notre initiative.

Considérons qu'il s'agit sur la place de Paris une crise intense de logements, il y a lieu pour remédier à cette crise d'édifier des constructions nouvelles et ce dans le plus bref délai possible.

Considérons que parallèlement à cette crise du logement, existe, une crise de la construction, il y a lieu d'examiner les causes qui produisent de si énormes effets.

Si la crise du logement est en partie due à la surpopulation de la ville de Paris, elle est également due, en grande partie, à la spéculation sur les loyers aussi néfaste que l'accaparement des denrées alimentaires.

La crise de la construction est la résultante directe de l'accaparement d'une part, qui tend, par la rarefaction des logements, à peser lourdement sur le marché des loyers et, d'autre part, à la cherté des matières premières employées en construction, qui fait que le capitaliste, qui craint la taxation des loyers, hésite à engager des capitaux dans une entreprise qui serait pour lui d'un rapport infime pour ne pas dire négatif.

En présence des difficultés du problème, tel qu'il se présente, la Commission intersyndicale a estimé que si, en ce qui concerne l'accaparement des logements, elle ne pouvait que protester auprès des Pouvoirs publics pour prendre des sanctions efficaces à l'encontre des bénéficiaires de cet accaparement d'un nouveau genre, elle pouvait au contraire, en ce qui concerne l'édification de constructions nouvelles, apporter un concours efficace, tangible, dénué de tout esprit de lucre, concours absolument désintéressé et conforme à son esprit de réorganisation sociale.

Saint-Denis. — Réunion du groupe, vendredi 25 à 8 h. 30, 4, rue Suger.

Il gruppo Gli amici dell' U. A. I. si riunira sabato prossimo alle ore 9 al solito locale. Continuazione sulla piattaforma e relazione dei delegati sulla conferenza internazionale. I compagni aderenti sono invitati a essere puntuali.

PROVINCE

Groupe libérateur du Havre. — Le groupe prévient les lecteurs du Libéraire de prendre leur journal au petit kiosque de la place Gambetta, au lieu du kiosque de l'Hôtel de Ville et du libraire de la rue d'Orléans, où des dépôts vont être supprimés à partir du mois d'avril.

Tous les mercredis, réunion du groupe, 26 étage, cercle Franklin, organisation du meeting Sacco-Vanzetti pour le mardi 8 avril ; retenir les places huit jours d'avance au groupe. Orateurs : Georges Pioch, Corcos, Longuet, Léon Meyer, participation aux frais, 1 fr. 50. — R. L.

Tours. — Les compagnons se réunissent à la Bourse du Travail, 35, rue Bretonneau, tous les mercredis, à 20 h. 30.

La prochaine réunion aura lieu le mercredi 30 mars.

En vue de la bonne réussite de la conférence Sébast, les compagnons se feront un devoir d'être présents pour les derniers préparatifs.

Toulouse. — Tous les camarades et sympathisants sont prévenus que les réunions du groupe n'auront lieu que le mercredi à 20 heures 30 chez Tricheux, rue du Peyrou, 16. Nous espérons que nombreux seront les camarades qui répondront à notre appel car les difficultés de l'heure présente obligent à respecter les devoirs que se doivent tous les hommes qui veulent la disparition du régime actuel.

Frank.

Roubaix et environs. — Groupe d'Etudes Sociales Populaire F. Ferrer.

Samedi 26 mars 1927 à 19 h. 30, 2, boulevard de Strasbourg, salle du 1^{er} étage.

Causerie sur le sujet suivant :

La lutte des classes, son rôle et sa portée.

Oleron. — Tous les lecteurs du Libéraire sont priés de s'abonner s'ils veulent recevoir leur journal à partir de cette semaine.

Rennes. — Anarchistes sympathisants vous assisteront tous à la causerie qui aura lieu le samedi 26 mars, à 8 heures 1/2, 42, rue des Moulines, 1^{er} étage, au fond de la cour.

Suit : La plateforme ? Pour ou contre. Orateur Honoré, contradicteur assuré, Samedi après-midi, permanence Bibliothèque Journaux, La salle de lecture est ouverte à tous.

Pour les cours d'Espéranto, s'adresser à la permanence.

Saint-Nazaire : Les libérateurs seuls capables d'une protestation sérieuse seraient-ils enfoncés si profondément dans leur trou qu'ils ne puissent en sortir ? Espérons le non et qu'il soit ailleurs il y a des hommes, c'est-à-dire des communistes libérateurs qui vont enfin s'éveiller pour prendre une part active à l'action commune. C'est leur devoir.

Ils répondront sans attendre à l'appel courageux de notre excellent et dévoué camarade Joseph Chapin, de Rennes, voulant unir les groupes des centres de Bretagne. Il faut noter de suite un groupe libérateur à Saint-Nazaire.

Sur 40.000 habitants il doit bien s'y trouver au moins une poignée de camarades dignes de ce nom.

Autrement ça serait triste ! Le jour (ou le rendez-vous) tous les samedis soirs entre 8 et 9 heures au Café des Glaces, rue de la République.

Pour ceux préférant me voir à domicile ou m'écrire, voici mon adresse : — Elie Mottard, 27, rue Fernand Gasnier à St-Nazaire-S-Loire, (Loire-Inférieure).

NECROLOGIE

Annuncio ai compagni italiani della ferale notizia della morte dell' apprezzato compagno Carlo Fumagalli, spedito al camarada di Garbagnate (Italia) dopo la lunga penosa malattia.

Con dolore dell'indimenticabile scomparso.

Con preghiera della stampa nostra della pubblicazione.

Les trois éléments pour construire à bon marché

Les Pouvoirs publics, les architectes, les ouvriers.

Ces trois branches de la construction peuvent former pour le présent les éléments d'études, voulant concilier le non et le oui, les besoins immédiats de l'heure, les intérêts du pays, du département, de la commune, en même temps que les intérêts de la classe ouvrière tout entière sans faire abstraction de ses principes et de ses aspirations syndicales.

que la part des mal-logés, mal-habités, sont des travailleurs, il y a urgence à donner à chaque famille un logement convenable.

Nous répondons présent pour cette œuvre à réaliser. Tout d'abord, le Comité intersyndical du bâtiment qui, dans la pratique, jouerait le rôle d'un comité d'études et d'entreprises du bâtiment se refuse nettement à se constituer en association à base capitaliste et ayant pour but la récupération des bénéfices.

Il se refuse non moins catégoriquement à fonctionner sous la force de sociétés coopératives de production ouvrière, l'expérience ayant démontré jusqu'ici que les coopératives ouvrières de production existant à l'heure actuelle ne sont que la parodie outrancière d'un système capitaliste qui détruit l'entraide dans la classe ouvrière, en ne créant qu'un egoïsme individuel absolument néfaste, tant au point de vue de production qu'au point de vue social.

Le Comité intersyndical du bâtiment ne veut être qu'un Comité d'études et d'entreprises, travaillant uniquement pour des collectivités, telles que communes, départements, sociétés d'habitations à bon marché, hospices, mutualités, etc., et ce avec pour seul bénéfice le produit du travail propre de ses membres payé un salaire, basé non sur la fantaisie et la fiction sociale qui attribuent dans le mécanisme de la construction des valeurs inégales aux divers modes de travaux, mais sur un salaire unique identique pour tous les ouvriers du bâtiment, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, salaire basé sur les besoins égaux de l'individu, quelle que soit sa profession manuelle ou intellectuelle, seule base réelle et efficace pour assurer le maximum de production.

Ceci posé, considérant que l'élévation du prix des constructions réside à l'heure actuelle dans le coût des matières premières, et principalement la pierre, il y aurait lieu que le département, la commune, mettent à la disposition du C. I. du bâtiment des carrières de pierre de sable, carrière qu'il ferait exploiter par ses membres dans les conditions de salaires plus haut décrites et qui mettraient à la disposition de l'entreprise des matériaux au prix de revient réduit au minimum.

Les transports seraient également assurés dans les mêmes conditions. Dès lors le prix de revient de la construction serait réduit à sa plus simple expression, puisqu'il serait expurgé du bénéfice sur les principaux matériaux et les transports et ensuite du bénéfice de l'entrepreneur qui est un des gros parmi les gros facteurs du prix de revient.

Payé faite toutes les semaines par les intéressés à tout le personnel technique et ouvrier sur état contradictoire dressé par le Comité intersyndical et les intéressés pour le compte desquels on construirait.

Ce serait donc une régie directe d'études et

d'entreprises, sous le double contrôle des intéressés et du Comité intersyndical.

Il reste bien entendu pour éviter toute équivoque qui pourrait prêter à des critiques calomnieuses de la part d'individus lésés dans leurs intérêts spéculatifs, que le Comité intersyndical du bâtiment n'assume aucune gestion de fonds et laisse à ceux qui lui confient leurs travaux, le soin de gérer eux-mêmes les capitaux de leur exploitation. Plus de travaux salariés, ces maisons à bon marché correspondant aux temps modernes.

Louis Boisson, Secrétaire général.

Fédération Nationale du Bâtiment (43^e région). — Il y a loin de la coupe aux lèvres. Depuis que l'unité est à l'ordre du jour bolcheviste, une campagne systématique est menée contre tous ceux qui sont restés dans la tradition du syndicalisme révolutionnaire.

Or, que les nécessités du moment nous ont contraints à nous joindre à une coalition C. G. T. les syndicats autonomes, les « mas-tu-vu » politiques ou réformistes déversent sur nous leurs flots d'écume et de bave.

Briseurs d'unité, scissionnistes, ramasseurs de gens qui ne sont rien, voici quelques-unes des épithètes injurieuses qui nous sont décochées par ceux d'un côté ou d'autre, qui ne voudraient voir briller le soleil que pour eux.

Le révérend commun-bolchevique Getton enflant la voix et surtout les thiffrs, annonce avec orgueil une armée de 50.000 travailleurs marchant au pas cadencé sous l'oriflamme rouge de la F. U. B.

Le compte-là les réformistes surenchérissant annoncent à grand son de trompe qu'ils sont au moins 70.000.

Evidemment notre modestie se contente d'un chiffre plus modeste d'adhérents, mais il faut croire que nous sommes tout de même quelque chose puisque aussi bien les unitaires s'acharnent à nous démolir chez leurs voisins, scissionnistes, petits bourgeois et autres. Malgré cela, le moribond à la vie dure et s'acharne à ne pas vouloir mourir.

Mourir pour nous, ce serait tomber dans le piège grossier de la soi-disant unité, prônée par quelques chefs enroués dont les instruments de violence facile unitaire jouent faux et sont même inaccoutumés. Seul le faitisme-solo de 1910 continue à jouer sur son misérable instrument l'air inconnu de « Unissons-nous ».

Or, nous avons la volonté de ne pas vouloir nous laisser absorber par une unité toute de façade et c'est ce qui explique l'acharnement des pontifes fustistes à nous ensevelir vivants.

Est-ce tant de notre faute si l'activité de quelques-uns de nos militants et si notre programme font quelque peu grossir nos effectifs, et si nous nous acharnons à vouloir vivre !

Continuons donc notre propagande des 8 heures intégrales tout en préparant celle des 6 heures, tout en préparant la disparition du salariat et à la mise en commun de la production et d'échange, d'accord avec l'A. I. T. et la C. G. T. S. R. Laissons les cris et les grincements de dents, et quant à nous absorbons, par encore, car il y a loin de la coupe aux lèvres.

La 13^e Région fédérale.

1^{re} UNION REGIONALE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE. — Congrès constitué du 43 mars 1927. — Président : Huard, secrétaire de la C. G. T. S. R. Les syndicats, au nombre de 17, ont constitué leur union régionale ; elle a pris le nom de 1^{re} Union Régionale Syndicaliste Révolutionnaire. Le Congrès adopte la résolution d'ouverture.

Dès l'ouverture de ses travaux, le Congrès constitutif de la 13^e Union Régionale de la C. G. T. S. R. tient à protester :

1^{re} Contre l'intervention des puissances en Chine, alors que ce pays s'efforce de reconquérir son indépendance en échantonnant au joug politique des révolutionnaires chinois, qui cherchent, contre tout droit, à imposer un grand pays en état permanent d'esclavage.

Le Congrès adresse au prolétariat chinois, en lutte pour son émancipation, l'expression de sa solidarité pleine et entière. Il se déclare prêt à entreprendre toute action que les événements pourraient nécessiter pour assurer la victoire des révolutionnaires chinois sur les exploités de tous les pays et du leur.

Il adjure nos camarades chinois de rester toujours maîtres de leur mouvement et il les prie de ne se mettre, à quelque moment que ce soit, sous le joug d'un parti politique quelconque, lequel ne pourrait, en aucun cas, assurer leur libération totale, qui ne peut être que l'œuvre des prolétaires chinois.

2^{re} Contre les persécutions exécutées dans tous les pays contre les travailleurs en lutte pour leur libération. Il proteste plus particulièrement en faveur de Sacco et Vanzetti, enfermés depuis six ans et sous le coup d'un verdict de mort depuis 1921. Il s'élève contre le fascisme, qui juggle les prolétaires italiens, espagnols, bulgares, hongrois et roumains, et contre les exactions perpétrées du Gouvernement, dit prolétarien de Russie.

3^{re} Contre l'extradition des camarades Ascaso, Durruti et Dover, réclamée sans preuves par la justice argentine, qui veut les livrer à la réaction de Primo de Rivera, bourreau de l'Espagne.

4^{re} Contre l'application de la contrainte par corps aux travailleurs frappés dans leur action par les Syndicats autonomes. Il demande l'abolition immédiate de ce moyen de répression moyenageux, dont la survivance est une honte pour une société moderne.

Solidaire de tous ceux qui luttent contre la réaction, l'oppression et l'exploitation, le Congrès de la 13^e Région de la C. G. T. S. R. se déclare prêt à répondre à tout appel qui pourrait lui être adressé pour faire cesser cette réaction, contre l'oppression et cette exploitation.

Résolution préjudicielle présentée par le Syndicat du Vêtement. Rappelant la résolution votée par les Syndicats autonomes, réunis en Congrès les 15 et 16 novembre à Lyon, pour la constitution d'une C. G. T., résolution qui affirme :

« Le Congrès déclare que la C. G. T. S. R. de « vra envisager toute demande d'unité d'action » par le plan corporatif qui pourrait lui être adressé par l'une ou l'autre C. G. T. ou les deux à la fois, en vue d'une action défensive ou offensive, et concernant les intérêts immédiats des travailleurs (salaires, heures, etc.).

« Le cas échéant, la nouvelle C. G. T. ne devra pas hésiter à provoquer elle-même cette unité d'action. Le Congrès entend, toutefois, que le nouvel organisme ne participe qu'à une action exclusivement syndicale.

« Ces précisions nécessaires apportées, le Congrès n'en considère pas moins que l'unité d'action par le plan corporatif ne deviendra possible sur le terrain syndical qu'après la faillite, « lointaine ou prochaine, des partis et des C. G. T. qui leur servent d'appendices, et il affirme que cette unité ne se réalisera que « sur le plan du syndicalisme. »

Le Congrès constitutif de la 13^e Union confédérale tient à remémorer aux syndicats et aux syndiqués que cette résolution fut votée à l'unanimité, moins 4 voix, après que le Congrès de Lyon eût constaté l'impossibilité démontrée par les faits et la doctrine du syndicalisme de réaliser l'unité syndicale organique.

Il ne saurait donc être question de revenir aujourd'hui sur ce problème, qui a reçu, à Lyon, au cours d'un Congrès national, la seule solution logique.

Le Congrès de la 13^e Union confédérale déclare donc que la situation syndicale reste identique, aujourd'hui, à ce qu'elle était hier, et que rien ne saurait justifier, de la part des syndicats et des syndiqués, un changement d'opinion à ce sujet.

L'indépendance du syndicalisme, le droit d'opinion et de critique, la souveraineté des assemblées syndicales ne peuvent se comprendre, s'exercer et jouer quant à eux les principes fondamentaux et la doctrine particulière du syndicalisme sont respectés ; qu'autant que le syndicalisme reste dans son cadre et dirigé vers ses buts.

En admettant la souveraineté des majorités,

DANS LE S. U. B.

CONTRE LA MILITARISATION DES SYNDICATS

Le dimanche 20 mars, l'Assemblée Générale du S. U. B. a pris position contre la loi de militarisation des syndicats en vue de la prochaine dernière guerre.

Les militants ont pensé qu'il était nécessaire, urgent, de prendre immédiatement les mesures susceptibles de préserver le S. U. B. de la mise en application possible de cette loi.

Les dispositions nécessaires pour parer à cette éventualité vont être prises, conformément à l'ordre du jour adopté à l'unanimité.

Ordre du Jour :

Prendant connaissance de la loi sur la mobilisation votée par la Chambre et en instance au Sénat, le S. U. B. qui ne reconnaît pas la défense nationale, proteste véhémentement contre la prétention de mobiliser les syndicats.

Affirmant à nouveau sa volonté de libérer entièrement le travail de toute exploitation et de coercition, y compris celles de l'état, gouvernement, politique centralisé au seul profit des parasites sociaux.

Le S. U. B. voit dans cette loi, la volonté nette d'écartier les organisations ouvrières de la lutte sociale qui seule prépare la lutte émancipatrice, ou de les rejeter dans l'illégalité.

En conséquence, approuvant le bureau et le conseil de prévoir la dissolution légale, pour continuer le combat illégalement le cas échéant, l'Assemblée charge le bureau et conseil d'envisager au plus tôt des moyens de sécurité pour les archives et le siège.

Et rappelant les ouvriers de tous métiers à la nécessité de la lutte syndicaliste révolutionnaire les invite au combat contre les religions endormies et surtout celle de la patrie.

Le S. U. B.

Le Vendredi 25 mars, à 17 heures, Assemblée générale des monteurs en chauffage, salle Eugène Varlin.

en dehors de ses principes, le Syndicalisme accepterait, par la même, d'être successivement socialiste, radical, communiste et même fasciste, selon que les adhérents de ces partis seraient ou non la majorité.

Le Congrès repousse une telle thèse, qu'aucun parti ou groupement ne saurait admettre et qui aurait pour conséquence, si elle était acceptée, de nier et de renier tous les principes du syndicalisme révolutionnaire.

Il s'en tient exclusivement aux termes de la résolution préliminaire du Congrès de Lyon sanctionnée par la constitution immédiate de la C. G. T. S. R.

En ce qui le concerne, le Congrès considère que l'existence de la C. G. T. S. R. est justifiée par les nécessités. Estimant qu'elle est déjà plus indispensable qu'inter et qu'elle le deviendra davantage demain, le Congrès se déclare nettement opposé à toute unité organique et il engage les syndicats et syndiqués à travailler de toutes leurs forces au développement de la C. G. T. S. R., seul organisme de classe du prolétariat.

Le 10^{is} pour toutes, le Congrès déclare que l'unité politique et syndicale des destructeurs du syndicalisme français ne saurait retentir son attention.

Certain, en outre, que cette unité — que les politiciens brisent ou réalisent selon leurs besoins — n'a d'autre but que de pouvoir conquérir un plus grand nombre de sièges parlementaires aux élections de 1928, le Congrès est également opposé à toute unité n'aura d'autre résultat que de dresser en un bloc unit tous les politiciens contre le syndicalisme et d'entraver la libération des travailleurs.

Laisant à la C. G. T. U. le privilège d'avoir la politique de la Société des Nations et du Conseil Economique — ou ses dirigeants rêvent de siéger au même titre que les gouvernements russes siégeant à Genève, à Lausanne et autres Theoria — le Congrès demeure fidèle au syndicalisme, à sa doctrine, à ses principes, à la C. G. T. S. R., à l'A. I. T. et passe à l'ordre du jour.

Nous publions dans nos prochains numéros les autres résolutions adoptées par le Congrès.

La Commission Exécutive de la 1^{re} Région enverra une circulaire à tous les Syndicats adhérents à cette région dans le courant de la semaine prochaine. Les syndicats, qui ne l'auraient pas reçue avant le 24 mars, sont priés de la réclamer au Bureau de la 1^{re} Région à l'adresse suivante : Marchal, 6, rue Morel, Paris (11^e).

Avis. — En raison de la Mi-Carême et la Bourse étant fermée, le cours sur le Syndicat par Bernart sera reporté au lundi 28 mars. Tous les partisans, désireux de connaître la marche et les principes généraux du syndicalisme, doivent assister au cours.

1^{re} UNION REGIONALE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Aux membres du Bureau et Conseil Syndical du Syndicat.

Camarades.

Le Congrès de l'Union Régionale, qui a eu lieu le dimanche 13 mars, n'a pu discuter des deux questions portées à son ordre du jour : le 1^{er} mai, la loi de militarisation.

Placée devant ce fait, la Commission Exécutive a décidé de tenir une réunion des Conseils syndicaux, qui aura lieu, le mercredi 30 mars, à 8 h. 30 du soir, à la Bourse du Travail.

Ces deux questions : 1^{er} Mai et Presse syndicaliste formeront l'ordre du jour de cette réunion.

Vous êtes donc invités à assister à cette réunion et à y apporter toutes suggestions et indications utiles.

Pour la Commission Exécutive :

Le Bureau :

Marchal, Pécastaings, Soulat.

Communications diverses

Ecole du propagandiste. — Samedi 26 mars à 20 h. 30, salle de la Solidarité, 15, rue de Meaux (métro Combat), cours de philosophie par Lacaze-Duthiers : les Poètes et la Création ; les Successeurs de Lucrèce.

20^e. — Chaque jeudi, à 20 h. 30, au « Faisan Doré », 28, boulevard de Belleville. Le 24 mars, causerie par Dimanche sur « La Femme et la Question sociale ». Le 31, suite des conférences sur la révolution russe.

Comité de Défense Sociale. — Mardi 30 courant à 30 heures 30, salle de la Solidarité, 15, rue de Meaux, réunion de tous les adhérents.

Parution du Bulletin du Comité. — Affaires en cours. — Correspondance. — Situation